Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 241 del 3 settembre 1980

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Mercoledì, 3 settembre 1980 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

LEGGE 23 luglio 1980, n. **508.**

Adesione alla convenzione relativa all'indicazione dei nomi e dei cognomi nei registri di stato civile, firmata a Berna il 13 settembre 1973, e sua esecuzione.

LEGGE 23 luglio 1980, n. **509.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica popolare ungherese intesa ad evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio ed a prevenire le evasioni fiscali, con annesso protocollo, firmata a Budapest il 16 maggio 1977.

LEGGE 23 luglio 1980, n. **510.**

Ratifica ed esecuzione dello scambio di note tra la Repubblica italiana e la Repubblica francese, effettuato a Roma il 9 luglio 1976, relativo al trattamento tributario degli atti di liberalità.

LEGGE 23 luglio 1980, n. **511.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione di estradizione e di assistenza giudiziaria in materia penale tra la Repubblica italiana e la Repubblica popolare ungherese, firmata a Budapest il 26 maggio 1977.

LEGGE 23 luglio 1980, n. **512.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione di assistenza giudiziaria in materia civile tra la Repubblica italiana e la Repubblica popolare ungherese, firmata a Budapest il 26 maggio 1977.

LEGGE 23 luglio 1980, n. **513.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione fra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica del Venezuela per evitare le doppie imposizioni sui redditi derivanti dall'esercizio della navigazione aerea, firmata a Caracas il 3 marzo 1978.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 23 luglio 1980, n. **508.**

Adesione alla convenzione relativa all'indicazione dei nomi e dei cognomi nei registri di stato civile, firmata a Berna il 13 settembre 1973, e sua esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla convenzione relativa all'indicazione dei nomi e dei cognomi nei registri di stato civile, firmata a Berna il 13 settembre 1973.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 10 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 23 luglio 1980

PERTINI

COSSIGA — COLOMBO — MORLINO — ROGNONI

Visto, *il Guardasigilli:* MORLINO

CONVENTION

relative à l'indication des noms et prénoms dans les registres de l'état civil

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux d'assurer l'indication uniforme des noms et prénoms dans les registres de l'état civil, sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE 1er.

La présente Convention s'applique à l'indication des noms et prénoms dans les registres de l'état civil, de toute personne, quelle que soit sa nationalité.

Elle ne porte pas atteinte à l'application des règles de droit en vigueur dans les Etats contractants concernant la détermination des noms et prénoms.

Elle ne préjudicie en rien aux changements intervenus légalement dans les noms et prénoms après qu'ont été dressés les actes ou documents qui sont présentés en vue de l'établissement d'un nouvelle acte.

Elle ne fait pas obstacle à ce que l'autorité appelée à établir un nouvel acte y redresse les erreurs évidentes de rédaction que comporteraient, en ce qui concerne les noms et prénoms, les actes ou documents qui lui sont présentés.

ARTICLE 2.

Lorsqu'un acte doit être dressé dans un registre de l'état civil par une autorité d'un Etat contractant et qu'est présenté à cette fin une copie ou un extrait d'un acte de l'état civil ou un autre document établissant les noms et prénoms écrits dans les mêmes caractères que ceux de la langue en laquelle l'acte doit être dressé, ces noms et prénoms seront reproduits littéralement, sans modification ni traduction.

Les signes diacritiques que comportent ces noms et prénoms seront également reproduits, même si ces signes n'existent pas dans la langue en laquelle l'acte doit être dressé.

ARTICLE 3.

Lorsqu'un acte doit être dressé dans un registre de l'état civil par une autorité d'un Etat contractant, et qu'est présenté à cette fin une copie ou un extrait d'un acte de l'état civil ou un autre document établissant les noms et prénoms écrits dans d'autres caractères que ceux de la langue en laquelle l'acte doit être dressé, ces noms et prénoms seront, sans aucune traduction, reproduits par translittération dans toute la mesure du possible.

S'il existe des normes recommandées par l'Organisation Internationale de Normalisation (ISO), ces normes devront être appliquées.

ARTICLE 4.

En cas de divergence dans la graphie des noms ou prénoms entre plusieurs documents présentés, l'intéressé sera désigné conformément aux actes de l'état civil ou aux documents établissant son identité rédigés dans l'Etat dont il était ressortissant, lors de l'établissement de l'acte ou du document.

Pour l'application de la présente disposition, le terme « ressortissant » comprend les personnes qui ont la nationalité de cet Etat ainsi que les réfugiés et les apatrides dont le statut personnel est régi par la loi dudit Etat.

ARTICLE 5.

A défaut de règles contraires de droit interne en la matière, dans tout acte dressé dans un registre de l'état civil par une autorité d'un Etat contractant, la personne qui n'a pas de nom ou dont le nom n'est pas connu sera désignée par ses seuls prénoms. Si elle n'a pas de prénoms ou si ceux-ci sont également inconnus, elle sera désignée dans l'acte par l'appellation sous laquelle elle est connue.

ARTICLE 6.

Lorsque dans deux ou plusieurs actes dressés dans des registres de l'état civil par des autorités des Etats contractants une même personne est désignée par des noms ou prénoms différents, les autorités compétentes de chaque Etat contractant prendront, le cas échéant, des mesures en vue de la suppression des divergences.

A cette fin, les autorités des Etats contractants pourront correspondre directement entre elles.

ARTICLE 7.

Les Etats signataires notifieront au Conseil Fédéral Suisse l'accomplissement des procédures requises pour rendre applicable sur leur territoire la présente Convention.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera les Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification au sens de l'alinéa précédent.

ARTICLE 8.

La présente Convention entrera en vigueur à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de la deuxième notification et prendra, dès lors, effet entre les deux Etats ayant accompli cette formalité. Pour chaque Etat contractant, accomplissant postérieurement la formalité prévue à l'article précédent, la présente Convention prendra effet à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de sa notification.

ARTICLE 9.

La présente Convention s'applique de plein droit sur toute l'étendue du territoire métropolitan de chaque Etat contractant.

Tout Etat pourra, lors de la signature, de la notification, de l'adhésion ou ultérieurement, déclarer par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse que les dispositions de la présente Convention seront applicables à l'un ou plusieurs de ses territoires extra-métropolitains, des Etats ou des territoires dont il assume la responsabilité internationale. Le Conseil Fédéral Suisse avisera de cette dernière notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil. Les dispositions de la présente Convention deviendront applicables dans le ou les territoires désignés dans la notification le soixantième jour suivant la data à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Tout Etat qui a fait une déclaration conformément aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article pourra, par la suite, déclarer à tout moment, par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse, que la présente Convention cessera d'être applicable à l'un ou plusieurs des Etats ou territoires désignés dans la déclaration.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de la nouvelle notification chacun des Etats contractants et le Sécretaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

La Convention cessera d'être applicable à l'Etat ou au territoire visé le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

ARTICLE 10.

Tout Etat membre de la Commission Internationale de l'Etat Civil, du Conseil de l'Europe, de l'Organisation des Nations Unies ou d'une organisation spécialisée des Nations Unies pourra adhérer à la présente Convention. L'acte d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse. Celui-ci avisera chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de tout dépôt d'acte d'adhésion. La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérent, le trentième jour suivant la date de dépôt de l'acte d'adhésion.

Le dépôt de l'acte d'adhésion ne pourra avoir lieu qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

ARTICLE 11.

La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Chacun des Etats contractants aura toutefois la faculté de la dénoncer en tout temps au moyen d'une notification adressée par écrit au Conseil Fédéral Suisse qui en informera les autres Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Cette faculté de dénonciation ne pourra être exercée avant l'expiration d'un déla d'un an à compter de la notification prévue à l'article 8 ou de l'adhésion.

La dénonciation produira effet à compter d'un délai de six mois après la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu la notification prévue à l'alinéa premier du présent article.

EN FOI DE QUOI les représentats soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT À Berne, le treize septembre mil neuf cent soixante-treize, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse et dont une copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants et au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Pour la République Fédérale d'Allemagne

Pour la République d'Allemagne, est considéré comme ressortissant au sens de la présente Convention quiconque est Allemand au sens de la loi fondamentale pour la République Fédérale d'Allemagne

FERID MÜHLENHÖVER

Pour la République d'Autriche

FRITZ SCHWIND

Pour le Royaume de Belgique

LEROY

Pour le Grand-Duché de Luxembourg

HENRI DELVAUX

Pour le Royaume des Pays-Bas

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, les termes « Territoire métropolitain » et « Territoires extramétropolitains », utilisés dans le texte de la Convention, signifient, vu l'égalité qui existe au point de vue du droit public entre les Pays-Bas, le Surinam et les Antilles néerlandaises, « Territoire européen » et « Territoires non-européens »

J. VAN RIJN VAN ALKEMADE

Pour la République Turque

SUAT BILGE

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — *Il testo facente fede è unicamente quello in lingua francese, qui sopra riportato.*

CONVENZIONE
relativa all'indicazione dei cognomi e dei nomi nei registri dello stato civile

Gli Stati firmatari della presente Convenzione, membri della Commissione Internazionale dello Stato Civile, nell'intento di assicurare l'indicazione uniforme dei cognomi e dei nomi nei registri dello stato civile, hanno convenuto le seguenti disposizioni:

ARTICOLO 1.

La presente Convenzione si applica all'indicazione dei cognomi e dei nomi nei registri dello stato civile, di ogni persona, quale che sia la sua cittadinanza.

Essa non limita l'applicazione delle norme di diritto in vigore negli Stati contraenti relative alla determinazione dei cognomi e dei nomi.

Essa non pregiudica in nulla i cambiamenti legalmente intervenuti nei cognomi e nei nomi dopo la redazione degli atti o documenti presentati per la formazione di un nuovo atto.

Essa non impedisce che l'autorità chiamata a formare un nuovo atto rettifichi in esso gli errori evidenti di redazione che deriverebbero, in relazione ai cognomi ed ai nomi, dagli atti e documenti presentati.

ARTICOLO 2.

Allorché un atto deve essere iscritto in un registro di stato civile da un'autorità di uno Stato contraente e a tal fine viene presentata una copia o un'estratto di un atto di stato civile o un altro documento che riporti i cognomi e i nomi scritti negli stessi caratteri della lingua in cui l'atto deve essere redatto, tali cognomi e nomi saranno riprodotti letteralmente, senza modifica né traduzione.

Saranno egualmente riprodotti i segni diacritici riportati da tali cognomi e nomi, anche se detti segni non esistono nella lingua in cui l'atto deve essere redatto.

ARTICOLO 3.

Allorché un atto deve essere iscritto in un registro di stato civile dalle autorità di uno Stato contraente e a tale fine viene presentata una copia o un estratto di un atto di stato civile od un altro documento che riporti i cognomi ed i nomi scritti in caratteri diversi da quelli della lingua in cui l'atto deve essere redatto, tali cognomi e nomi saranno, senza alcuna traduzione, riprodotti per translitterazione nella massima misura possibile.

Ove esistano norme raccomandate dall'Organizzazione Internazionale di Normalizzazione (ISO) tali norme dovranno essere applicate.

ARTICOLO 4.

Nel caso di diversità nella grafia dei cognomi e nomi tra vari documenti presentati, l'interessato sarà indicato conformemente agli atti di stato civile e ai documenti che stabiliscono la sua identità redatti nello Stato di cui egli era cittadino, al momento della formazione dell'atto o del documento.

Per l'applicazione della presente disposizione, il termine « cittadino » comprende le persone che abbiano la cittadinanza di tale Stato nonché i rifugiati e gli apolidi il cui *status* personale sia regolato dalla legge del suddetto Stato.

ARTICOLO 5.

In mancanza di norme contrarie di diritto interno in tale materia, in ogni atto iscritto in un registro di stato civile dalle autorità di uno Stato contraente, la persona priva di cognome o il cui cognome non sia noto, sarà indicata dai suoi soli nomi. Se essa non ha nomi o se anche questi sono sconosciuti, sarà indicata nell'atto mediante l'appellativo con il quale è conosciuta.

ARTICOLO 6.

Allorché in due o più atti iscritti nei registri dello stato civile da parte di autorità degli Stati contraenti una medesima persona è indicata con cognomi e nomi differenti, le autorità competenti di ogni Stato contraente adotteranno, se del caso, misure volte a eliminare le diversità.

A tal fine, le autorità degli Stati contraenti potranno mettersi in contatto direttamente tra loro.

ARTICOLO 7.

Gli Stati firmatari notificheranno al Consiglio Federale Svizzero l'adempimento delle procedure richieste per rendere applicabile la presente Convenzione sul proprio territorio.

Il Consiglio Fderale Svizzero informerà gli Stati contraenti e il Segretario Generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile di ogni notifica ai sensi del comma precedente.

ARTICOLO 8.

La presente Convenzione entrerà in vigore a decorrere dal trentesimo giorno successivo alla data del deposito della seconda notifica e avrà efficacia da quel momento tra i due Stati che hanno adempiuto a tale formalità. Per ciascuno Stato contraente che adempia successivamente alla formalità previsti dall'articolo precedente, la presente Convenzione avrà efficacia a decorrere dal trentesimo giorno successivo alla data del deposito della sua notifica.

ARTICOLO 9.

La presente Convenzione si applica nel pieno diritto su tutta l'estensione del territorio metropolitano di ogni Stato contraente.

Ogni Stato potrà, in occasione della firma, della notifica, dell'adesione, o successivamente, dichiarare mediante notifica indirizzata al Consiglio Federale Svizzero che le disposizioni della presente Convenzione saranno applicabili ad uno o più suoi territori extrametropolitani, e a Stati o territori di cui esso si assume la responsabilità internazionale. Il Consiglio Federale Svizzero informerà di tale ultima notifica ognuno degli Stati contraenti e il Segretario Generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile. Le disposizioni della presente Convenzione diverranno applicabili, nel o nei territori indicati nella notifica, il sessantesimo giorno successivo alla data in cui il Consiglio Federale Svizzero avrà ricevuto la suddetta notifica.

Ogni Stato che abbia fatto una dichiarazione conformemente alle disposizioni del comma 2 del presente articolo potrà in seguito dichiarare in qualsiasi momento, mediante notifica indirizzata al Consiglio Federale Svizzero, che la presente Convenzione cesserà di essere applicabile ad uno o più Stati o territori indicati nella dichiarazione.

Il Consiglio Federale Svizzero informerà della nuova notifica ciascuno degli Stati contraenti ed il Segretario Generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile.

La Convenzione cesserà di essere applicabile allo Stato o al territorio indicati il sessantesimo giorno successivo alla data in cui il Consiglio Federale Svizzero avrà ricevuto la suddetta notifica.

ARTICOLO 10.

Ogni Stato membro della Commissione Internazionale dello Stato Civile, del Consiglio d'Europa, della Organizzazione delle Nazioni Unite o di una organizzazione specializzata delle Nazioni Unite,

potrà aderire alla presente Convenzione. L'atto di adesione sarà depositato presso il Consiglio Federale Svizzero il quale informerà ognuno degli Stati contraenti e il Segretario Generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile di ogni deposito di atti di adesione. La Convenzione entrerà in vigore, per lo Stato aderente, il trentesimo giorno successivo alla data del deposito dell'atto di adesione.

Il deposito dell'atto di adesione potrà aver luogo solo dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione.

ARTICOLO 11.

La presente Convenzione resterà in vigore senza limiti di durata. Ciascuno degli Stati contraenti avrà tuttavia la facoltà di denunziarla in qualsiasi momento mediante una notifica indirizzata per iscritto al Consiglio Federale Svizzero che ne informerà gli altri Stati contraenti e il Segretario Generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile.

Tale facoltà di denuncia non potrà essere esercitata prima della scadenza del periodo di un anno a decorrere dalla notifica prevista all'articolo 8 o dall'adesione.

La denuncia avrà efficacia a partire da sei mesi dopo la data in cui il Consiglio Federale Svizzero avrà ricevuto la notifica prevista al comma primo del presente articolo.

IN FEDE DI CHE i rappresentanti sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO A Berna il tredici settembre millenovecentosettantatré in unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio Federale Svizzero e di cui una copia certificata conforme sarà trasmessa per via diplomatica a ciascuno degli Stati contraenti e al Segretario Generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile.

Per la Repubblica Federale di Germania

Per la Repubblica Federale di Germania è considerato cittadino ai sensi della presente Convenzione chiunque sia Tedesco ai sensi della legge fondamentale della Repubblica Federale di Germania

FERID MÜHLENHÖVER

Per la Repubblica Austriaca

FRITZ SCHWIND

Per il Regno del Belgio

LEROY

Per il Granducato di Lussemburgo

HENRI DELVAUX

Per il Regno dei Paesi Bassi

Per quanto concerne il Regno dei Paesi Bassi, i termini « territorio metropolitano » e « territorio extrametropolitano » usati nel testo della Convenzione significano, data l'uguaglianza esistente dal punto di vista del diritto pubblico tra Paesi Bassi, Surinam e Antille Olandesi, « territorio europeo » e « territori non-europei »

J. VAN RIJN VAN ALKEMADE

Per la Repubblica Turca

SUAT BILGE

LEGGE 23 luglio 1980, n. 509.

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica popolare ungherese intesa ad evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio ed a prevenire le evasioni fiscali, con annesso protocollo, firmata a Budapest il 16 maggio 1977.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica popolare ungherese intesa ad evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio ed a prevenire le evasioni fiscali, con annesso protocollo, firmata a Budapest il 16 maggio 1977.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 30 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 23 luglio 1980

PERTINI

COSSIGA — COLOMBO — REVIGLIO

Visto, *il Guardasigilli:* MORLINO

Il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo della Repubblica Popolare Ungherese, desiderosi di sviluppare e di facilitare le reciproche relazioni economiche, hanno deciso di concludere una Convenzione intesa ad evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio ed a prevenire le evasioni fiscali le cui disposizioni sono le seguenti:

Articolo 1.

(*Soggetti*).

La presente Convenzione si applica alle persone che sono residenti di uno o di entrambi gli Stati contraenti.

Articolo 2.

(*Imposte considerate*).

1. La presente Convenzione si applica alle imposte sul reddito e sul patrimonio prelevate per conto di ciascuno degli Stati contraenti, delle sue suddivisioni politiche o amministrative e dei suoi enti locali, qualunque sia il sistema di prelevamento.

2. Sono considerate imposte sul reddito e sul patrimonio le imposte prelevate sul reddito complessivo, sul patrimonio complessivo, o su elementi del reddito o del patrimonio, comprese le imposte sugli utili derivanti dall'alienazione di beni mobili o immobili, le imposte sull'ammontare complessivo dei salari corrisposti dalle imprese, nonché le imposte sui plusvalori.

3. Le imposte attuali cui si applica la Convenzione sono, in particolare:

a) per quanto concerne l'Italia:

1) l'imposta sul reddito delle persone fisiche;

2) l'imposta sul reddito delle persone giuridiche;

3) l'imposta locale sui redditi;

ancorché riscosse mediante ritenuta alla fonte (qui di seguito indicate quali « imposta italiana »);

b) per quanto concerne la Repubblica Popolare Ungherese:

1) le imposte sul reddito (jövedelemadók);

2) le imposte sugli utili (nyereségadók);

3) l'imposta speciale d'impresa (vállalati különadó);

4) l'imposta sulla proprietà edilizia (házadó);

5) l'imposta sul valore delle proprietà edilizie (házértékadó);

6) l'imposta sulle aree edificabili (telekadó);

7) il contributo di sviluppo comunale (közséfejlesztési hozzájárulás);

8) il diritto sui dividendi e sui pagamenti di utili delle società commerciali (a kereskedelmi társaságok osztalék és nyereség kifizetései utáni illeték);
(qui di seguito indicate quali « imposta ungherese »).

4. La Convenzione si applicherà anche alle imposte future di natura identica o analoga che entreranno in vigore dopo la data della firma della presente Convenzione e che si aggiungeranno alle imposte attuali o che le sostituiranno.

ARTICOLO 3.

(*Definizioni generali*).

1. Ai fini della presente Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione:

a) le espressioni « uno Stato contraente » e « l'altro Stato contraente » designano, come il contesto richiede, la Repubblica Italiana o la Repubblica Popolare Ungherese;

b) il termine « persona » comprende le persone fisiche, le società ed ogni altra associazione di persone;

c) il termine « società » designa qualsiasi persona giuridica o qualsiasi ente che è considerato persona giuridica ai fini della imposizione;

d) le espressioni « impresa di uno Stato contraente » e « impresa dell'altro Stato contraente » designano rispettivamente una impresa esercitata da un residente di uno Stato contraente e una impresa esercitata da un residente dell'altro Stato contraente;

e) per « traffico internazionale » s'intende qualsiasi attività di trasporto effettuato per mezzo di una nave o di un aeromobile da parte di un'impresa la cui sede di direzione effettiva è situata in uno Stato contraente, ad eccezione del caso in cui la nave o l'aeromobile sia utilizzato esclusivamente tra località situate nell'altro Stato contraente;

f) il termine « nazionali » designa:

(1) le persone fisiche che hanno la nazionalità di uno Stato contraente;

(2) le persone giuridiche, società di persone ed associazioni costituite in conformità della legislazione in vigore in uno Stato contraente;

g) l'espressione « autorità competente » designa:

(1) nella Repubblica Italiana: il Ministero delle finanze;

(2) nella Repubblica Popolare Ungherese: il Ministro delle finanze.

2. Per l'applicazione della Convenzione da parte di uno Stato contraente, le espressioni non diversamente definite di uno Stato contraente, le espressioni non diversamente definite hanno il significato che ad esse è attribuito dalla legislazione di detto Stato relativa alle imposte oggetto della Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione.

ARTICOLO 4.

(Domicilio fiscale).

1. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « residente di uno Stato contraente » designa ogni persona che, in virtù della legislazione di detto Stato, è assoggettata ad imposta nello stesso Stato, a motivo del suo domicilio, della sua residenza, della sede della sua direzione o di ogni altro criterio di natura analoga. Tuttavia, tale espressione non comprende le persone che sono imponibili in questo Stato soltanto per il reddito che esse ricavano da fonti situate in detto Stato o per il patrimonio che esse possiedono in detto Stato.

2. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona fisica è considerata residente di entrambi gli Stati contraenti, la sua situazione è determinata nel seguente modo:

a) detta persona è considerata residente dello Stato contraente nel quale ha una abitazione permanente. Quando essa dispone di una abitazione permanente in ciascuno degli Stati contraenti, è considerata residente dello Stato contraente nel quale si trova il centro dei suoi interessi vitali, compresi gli economici;

b) se non si può determinare lo Stato contraente nel quale detta persona ha il centro dei suoi interessi vitali, o se la medesima non ha una abitazione permanente in alcuno degli Stati contraenti, essa è considerata residente dello Stato contraente in cui soggiorna abitualmente;

c) se detta persona soggiorna abitualmente in entrambi gli Stati contraenti ovvero non soggiorna abitualmente in alcuno di

essi, essa è considerata residente dello Stato contraente del quale ha la nazionalità;

d) se detta persona ha la nazionalità di entrambi gli Stati contraenti, o se non ha la nazionalità di alcuno di essi, le autorità competenti degli Stati contraenti risolvono la questione di comune accordo.

3. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona diversa da una persona fisica è considerata residente di entrambi gli Stati contraenti, si ritiene che essa è residente dello Stato contraente in cui si trova la sede della sua direzione effettiva.

ARTICOLO 5.

(*Stabile organizzazione*).

1. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « stabile organizzazione » designa una sede fissa in cui l'impresa esercita in tutto o in parte la sua attività.

2. L'espressione « stabile organizzazione » comprende in particolare:

a) una sede di direzione;

b) una succursale;

c) un ufficio;

d) una officina;

e) un laboratorio;

f) una miniera, una cava o altro luogo di estrazione di risorse naturali;

g) un cantiere di costruzione o di montaggio la cui durata oiltrepassa i ventiquattro mesi.

3. Non si considera che vi sia una « stabile organizzazione » se:

a) si fa uso di una installazione ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna di merci appartenenti all'impresa;

b) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna;

c) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini della trasofrmazione da parte di un'altra impresa;

d) una sede fissa è utilizzata ai soli fini di acquistare merci o di raccogliere informazioni per l'impresa;

e) una sede fissa è utilizzata per l'impresa, ai soli fini di pubblicità, di fornire informazioni, di ricerche scientifiche e di attività analoghe che abbiano carattere preparatorio o ausiliario.

4. Una persona che agisce in uno Stato contraente per conto di un'impresa dell'altro Stato contraente - diversa da un agente che goda di uno *status* indipendente, di cui al paragrafo 5 - è considerata « stabile organizzazione » nel primo Stato se dispone nello Stato stesso di poteri che esercita abitualmente e che le permettano di concludere contratti a nome dell'impresa, salvo il caso in cui l'attività di detta persona sia limitata all'acquisto di merci per l'impresa.

5. Non si considera che un'impresa di uno Stato contraente ha una stabile organizzazione nell'altro Stato contraente per il solo fatto che essa vi esercita la propria attività per mezzo di un mediatore, di un commissionario generale o di ogni altro intermediario che goda di uno *status* indipendente, a condizione che dette persone agiscano nell'ambito della loro ordinaria attività.

6. Il fatto che una società residente di uno Stato contraente controlli o sia controllata da una società residente dell'altro Stato contraente ovvero svolga la sua attività in questo altro Stato (sia per mezzo di una stabile organizzazione oppure no) non costituisce di per sé motivo sufficiente per far considerare una qualsiasi delle dette società una stabile organizzazione dell'altra.

ARTICOLO 6.

(Redditi immobiliari).

1. I redditi derivanti da beni immobili, compresi i redditi delle attività agricole o forestali, sono imponibili nello Stato contraente in cui detti beni sono situati.

2. L'espressione « beni immobili » è definita in conformità al diritto dello Stato contraente in cui i beni stessi sono situati. La espressione comprende in ogni caso gli accessori, le scorte morte o vive delle imprese agricole e forestali, nonché i diritti ai quali si applicano le disposizioni del diritto privato riguardanti la proprietà fondiaria. Si considerano altresì « beni immobili » l'usufrutto dei beni immobili e i diritti relativi a canoni variabili o fissi per lo sfruttamento o la concessione dello sfruttamento di giacimenti minerari, sorgenti ed altre ricchezze del suolo. Le navi, i battelli e gli aeromobili non sono considerati beni immobili.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano ai redditi derivanti dalla utilizzazione diretta, dalla locazione o dall'affitto, nonché da ogni altra forma di utilizzazione di beni immobili.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 3 si applicano anche ai redditi derivanti da beni immobili di una impresa nonché ai redditi dei beni immobili utilizzati per l'esercizio di una libera professione.

Articolo 7.

(Utili delle imprese).

1. Gli utili di una impresa di uno Stato contraente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che l'impresa non svolga la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata. Se l'impresa svolge in tal modo la sua attività, gli utili dell'impresa sono imponibili nell'altro Stato ma soltanto nella misura in cui detti utili sono attribuibili alla stabile organizzazione.

2. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 3, quando un'impresa di uno Stato contraente svolge la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di uno stabile organizzazione ivi situata, in in ciascuno Stato contraente vanno attribuiti a detta stabile organizzazione gli utili che si ritiene sarebbero stati da essa conseguiti se si fosse trattato di una impresa distinta e separata svolgente attività identiche o analoghe in condizioni identiche o analoghe e in piena indipendenza dall'impresa di cui essa costituisce una stabile organizzazione.

3. Nella determinazione degli utili di una stabile organizzazione sono ammesse in deduzione le spese sostenute per gli scopi perseguiti dalla stessa stabile organizzazione, comprese le spese di direzione e le spese generali di amministrazione, sia nello Stato in cui è situata la stabile organizzazione, sia altrove.

4. Nessun utile può essere attribuito ad una stabile organizzazione per il solo fatto che:

a) questa stabile organizzazione abbia semplicemente acquistato merci per l'impresa, o

b) la consegna delle merci sia effettuata per l'uso proprio della stabile organizzazione.

5. Quando gli utili comprendono elementi di reddito considerati separatamente in altri articoli della presente Convenzione, le disposizioni di tali articoli non vengono modificate da quelle del presente articolo.

Articolo 8.

(Navigazione marittima ed aerea).

1. Gli utili derivanti dall'esercizio, in traffico internazionale, di navi o di aeromobili sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

2. Se la sede della direzione effettiva di un'impresa di navigazione marittima è situata a bordo di una nave, detta sede si con-

sidera situata nello Stato contraente in cui si trova il porto d'immatricolazione della nave, oppure, in mancanza di un porto di immatricolazione, nello Stato contraente di cui è residente l'esercente la nave.

3. I paragrafi 1 e 2 si applicano anche nel caso in cui l'impresa possegga una agenzia per il trasporto di persone o merci sul territorio dell'altro Stato.

4. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano parimenti agli utili derivanti dalla partecipazione a un fondo comune (*pool*), a un esercizio in comune o ad un organismo internazionale di esercizio.

ARTICOLO 9.

(*Imprese associate*).

Allorché:

a) un'impresa di uno Stato contraente partecipa direttamente o indirettamente alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa dell'altro Stato contraente, o

b) le medesime persone partecipano direttamente o indirettamente alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa di uno Stato contraente e di un'impresa dell'altro Stato contraente,

e, nell'uno e nell'altro caso, le due imprese, nelle loro relazioni commerciali o finanziarie, sono vincolate da condizioni accettate o imposte, diverse da quelle che sarebbero state convenute tra imprese indipendenti, gli utili che, in mancanza di tali condizioni, sarebbero stati realizzati da una delle imprese, ma che a causa di dette condizioni non lo sono stati, possono essere inclusi negli utili di questa impresa e tassati in conseguenza.

ARTICOLO 10.

(*Dividendi*).

1. I dividendi pagati da una società residente di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali dividendi possono essere tassati nello Stato contraente di cui la società che paga i dividendi è residente ed in conformità alla legislazione di detto Stato ma l'imposta così applicata non può eccedere il 10 per cento dell'ammontare lordo dei dividendi.

Questo paragrafo non riguarda l'imposizione della società per gli utili con i quali sono stati pagati i dividendi.

3. Ai fini del presente articolo il termine « dividendi » designa i redditi derivanti da azioni, da azioni o diritti di godimento, da quote minerarie, da quote di fondatore o da altre quote di partecipazione agli utili, ad eccezione dei crediti, nonché i redditi di altre quote sociali assoggettati al medesimo regime fiscale dei redditi delle aziende secondo la legislazione fiscale dello Stato di cui è residente la società distributrice.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario dei dividendi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente di cui è residente la società che paga i dividendi sia una attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata, e che la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, i dividendi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

5. Qualora una società residente di uno Stato contraente ricavi utili o redditi dall'altro Stato contraente, detto altro Stato non può applicare alcuna imposta sui dividendi pagati dalla società, a meno che tali dividendi siano pagati ad un residente di detto altro Stato o che la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente a una stabile organizzazione o a una base fissa situata in detto altro Stato, né prelevare alcuna imposta, a titolo di imposizione degli utili non distribuiti, sugli utili non distribuiti della società, anche se i dividendi pagati o gli utili non distribuiti costituiscano in tutto o in parte utili o redditi realizzati in detto altro Stato.

Articolo 11.

(*Interessi*).

1. Gli interessi provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili soltanto in detto altro Stato.

2. Ai fini del presente articolo il termine « interessi » designa i redditi dei titoli del debito pubblico, delle obbligazioni di prestiti garantite o non da ipoteca e portanti o meno una clausola di partecipazione agli utili, e dei crediti di qualsiasi natura, nonché ogni altro provento assimilabile ai redditi di somme date in prestito in base alla legislazione fiscale dello Stato da cui i redditi provengono.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 non si applicano nel caso in cui il beneficiario degli interessi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono gli interessi sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base

fissa ivi situata ed il credito generatore degli interessi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso gli interessi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

4. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e creditore o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare degli interessi pagati, tenuto conto del credito per il quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e creditore in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

ARTICOLO 12.

(*Canoni*).

1. I canoni provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili soltanto in detto altro Stato.

2. Ai fini del presente articolo il termine « canoni » designa i compensi di qualsiasi natura corrisposti per l'uso o la concessione in uso di un diritto d'autore su opere letterarie, artistiche o scientifiche, ivi comprese le pellicole cinematografiche e le registrazioni per trasmissioni radiofoniche e televisive, di brevetti, marchi di fabbrica o di commercio, disegni o modelli, progetti, formule o processi segreti, nonché per l'uso o la concessione in uso di attrezzature industriali, commerciali o scientifiche e per informazioni concernenti esperienze di carattere industriale, commerciali o scientifico.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 non si applicano nel caso in cui il beneficiario dei canoni, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono i canoni, sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata, ed i diritti ed i beni generatori dei canoni si ricolleghino effettivamente ad esse. In tal caso i canoni sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

4. Se in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e creditore o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare dei canoni pagati, tenuto conto della presentazione per la quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e creditore in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

ARTICOLO 13.

(*Utili di capitale*).

1. Gli utili provenienti dalla alienazione di beni immobili secondo la definizione di cui al paragrafo 2 dell'articolo 6, sono imponibili nello Stato contraente dove detti beni sono situati.

2. Gli utili provenienti dalla alienazione di beni mobili facenti parte dell'attivo di una stabile organizzazione che una impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente, ovvero di beni mobili appartenenti ad una base fissa di cui dispone un residente di uno Stato contraente nell'altro Stato contraente per l'esercizio di una libera professione, compresi gli utili provenienti dalla alienazione totale di detta stabile organizzazione (da sola od in uno con l'intera impresa) o di detta base fissa, sono imponibili in detto altro Stato. Tuttavia, gli utili provenienti dall'alienazione di ben mobili di cui al paragrafo 3 dell'articolo 23 sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui i beni in questione sono imponibili in virtù di detto articolo.

3. Gli utili provenienti dalla alienazione di ogni altro bene diverso da quelli menzionati ai paragrafi 1 e 2 sono imponibili soltanto nello Stato contraente di cui l'alienante è residente.

ARTICOLO 14.

(*Professioni indipendenti*).

1. I redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae dall'esercizio di una libera professione o da altre attività indipendenti di carattere analogo sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale residente non disponga abitualmente, nell'altro Stato contraente, di una base fissa per l'esercizio delle sue attività. Se egli dispone di tale base, i redditi sono imponibili nell'altro Stato ma unicamente nella misura in cui sono imponibili a detta base fissa.

2. L'espressione « libera professione » comprende in particolare le attività indipendenti di carattere scientifico, letterario, artistico, educativo o pedagogico, nonché le attività indipendenti dei medici, avvocati, ingegneri, architetti, dentisti e contabili.

ARTICOLO 15.

(*Lavoro subordinato*).

1. Salve le disposizioni degli articoli 16, 18, 19, 20 e 21, i salari, gli stipendi e le altre remunerazioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di un'attività dipendente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale

attività non venga svolta nell'altro Stato contraente. Se l'attività è quivi svolta, le remunerazioni percepite a tal titolo sono imponibili in questo altro Stato.

2. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1, le remunerazioni che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di un'attività dipendente, svolta nell'altro Stato contraente, sono imponibili soltanto nel primo Stato se:

a) il beneficiario soggiorna nell'altro Stato per un periodo o periodi che non oltrepassano in totale 183 giorni nel corso dell'anno fiscale considerato; e

b) le remunerazioni sono pagate da o a nome di un datore di lavoro che non è residente dell'altro Stato; e

c) l'onere delle remunerazioni non è sostenuto da una stabile organizzazione o da ua base fissa che il datore di lavoro ha nell'altro Stato.

3. Nonostante le disposizioni precedenti del presente articolo, le remunerazioni relative a lavoro subordinato svolto a bordo di navi o di aeromobili in traffico internazionale sono imponibili soltanto nello Stato contraente nel quale è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

ARTICOLO 16.

(*Compensi a membri dei Consigli di amministrazione*).

I compensi e le altre retribuzioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in qualità di membro del Consiglio di amministrazione o del collegio sindacale di una società residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

ARTICOLO 17.

(*Artisti e sportivi*).

1. Nonostante le disposizioni degli articoli 14 e 15, i redditi che gli artisti dello spettacolo, quali gli artisti di teatro, del cinema, della radio o della televisione ed i musicisti, nonché gli sportivi, ritraggono dalle loro prestazioni personali in tale qualità sono imponibili nello Stato contraente in cui dette attività sono svolte.

2. Quando il reddito proveniente da prestazioni personali di un'artista dello spettacolo o di uno sportivo, in tale qualità, è attribuito ad un'altra persona che non sia l'artista o lo sportivo medesimo, detto reddito può essere tassato nello Stato contraente dove dette prestazioni sono svolte, nonostante le disposizioni degli articoli 7, 14 e 15, se l'artista o lo sportivo partecipa direttamente od indirettamente agli utili di detta persona.

3. Nonostante le disposizioni dei precedenti paragrafi 1 e 2 del presente articolo, il reddito derivante dalle attività indicate nel paragrafo 1 è esente da imposta nello Stato in cui l'attività è esercitata a condizione che le predette attività siano svolte nel quadro di una convenzione o di un accordo culturale concluso tra gli Stati contraenti.

ARTICOLO 18.

(*Pensioni*).

Fatte salve le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 19, le pensioni e le altre remunerazioni analoghe, pagate ad un residente di uno Stato contraente in relazione ad un cessato impiego, sono imponibili soltanto in questo Stato.

ARTICOLO 19.

(*Funzioni pubbliche*).

1. *a*) Le remunerazioni, diverse dalle pensioni, pagate da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale a una persona fisica, in corrispettivo dei servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente locale, sono imponibili soltanto in questo Stato.

b) Tuttavia, tali remunerazioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente qualora i servizi siano resi in detto Stato ed il beneficiario della remunerazione sia un residente di quest'ultimo Stato che:

i) abbia la nazionalità di detto Stato, o

ii) non sia divenuto residente di detto Stato al solo scopo di rendervi i servizi.

2. *a*) Le pensioni corrisposte da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale, sia direttamente sia mediante prelevamento da fondi da essi costituiti, ad una persona fisica a titolo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione o ente locale, sono imponibli soltanto in questo Stato.

b) Tuttavia, tali pensioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente qualora il beneficiario sia un residente di detto Stato e ne abbia la nazionalità.

3. Le disposizioni degli articoli 15, 16 e 18 si applicano alle remunerazioni o pensioni pagate in corrispettivo di servizi resi nell'ambito di una attività industriale o commerciale esercitata da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale.

ARTICOLO 20.

(*Professori*).

Le remunerazioni dei professori e degli altri membri del personale insegnante, residenti di uno Stato contraente, i quali soggiornano temporaneamente nell'altro Stato contraente per insegnarvi o effettuare ricerche scientifiche, per un periodo non superiore a due anni, in una università o in un altro istituto di insegnamento o di ricerca scientifica senza fini di lucro, sono imponibili soltanto nel primo Stato.

ARTICOLO 21.

(*Studenti*).

Le somme che uno studente o un apprendista il quale è, o era prima, residente di uno Stato contraente e che soggiorna nell'altro Stato contraente al solo scopo di compiervi i suoi studi o di completarvi la propria formazione professionale, riceve per sopperire alle spese di mantenimento, d'istruzione o di formazione professionale, non sono imponibili in questo altro Stato a condizione che tali somme provengano da fonti situate fuori di detto altro Stato.

ARTICOLO 22.

(*Altri redditi*).

1. Gli elementi di reddito di un residente di uno Stato contraente, qualsiasi ne sia la provenienza, che non sono stati trattati negli articoli precedenti della presente Convenzione sono imponibili soltanto in questo Stato.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non si applicano nel caso in cui il beneficiario del reddito, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata, e il diritto ed il bene produttivo del reddito si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, gli elementi di reddito sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

ARTICOLO 23.

(*Patrimonio*).

1. Il patrimonio costituito da beni immobili, definiti al paragrafo 2 dell'articolo 6, è imponibile nello Stato contraente in cui i beni stessi sono situati.

2. Il patrimonio costituito da beni mobili appartenenti ad una stabile organizzazione di un'impresa, o da beni mobili appartenenti

ad una base fissa utilizzata per l'esercizio di una libera professione, è imponibile nello Stato contraente in cui è situata la stabile organizzazione o la base fissa.

3. Le navi e gli aeromobili utilizzati nel traffico internazionale, nonché i beni mobili relativi al loro esercizio, sono imponibili soltanto nello Stato contraente dove è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

4. Ogni altro elemento del patrimonio di un residente di uno Stato contraente è imponibile soltanto in detto Stato.

ARTICOLO 24.

(Metodo per evitare le doppie imposizioni).

1. Si conviene che la doppia imposiizone sarà eliminata in conformità ai seguenti paragrafi del presente articolo.

2. Per quanto concerne la Repubblica Italiana: Se un residente della Repubblica Italiana possiede elementi di reddito che sono imponibili nella Repubblica Popolare Ungherese, la Repubblica Italiana, nel calcolare le proprie imposte sul reddito specificate nell'articolo 2 della presente Convenzione, può includere nella base imponibile di tali imposte detti elementi di reddito, a meno che espresse disposizioni della presente Convenzione non stabiliscano diversamente.

In tal caso, la Repubblica Italiana deve dedurre dalle imposte così calcolate l'imposta sui redditi pagata nella Repubblica Popolare Ungherese, ma l'ammontare della deduzione non può eccedere la quota di imposta italiana attribuibile ai predetti elementi di reddito nella proporzione in cui gli stessi concorrano alla formazone del reddito complessivo.

Tuttavia, nessuna deduzione sarà accordata ove l'elemento di reddito venga assoggettato nella Repubblica Italiana ad imposizione mediante ritenuta a titolo di imposta su richiesta del beneficiario del reddito in base alla legislazione italiana.

Per quanto riguarda la Repubblica Popolare Ungherese:

a) se un residente della Repubblica Popolare Ungherese possiede redditi che, conformemente alle disposizioni della presente Convenzione sono imponibili nella Repubblica Italiana, la Repubblica Popolare Ungherese, fatte salve le disposizioni contenute nel paragrafo *b)*, esenta da imposte tali redditi ma può applicare, per calcolare l'ammontare dell'imposta sugli altri redditi di detto residente, la stessa aliquota che sarebbe stata applicabile qualora gli elementi di reddito in questione non fossero stati esentati;

b) se un residente della Repubblica Popolare Ungherese possiede elementi di reddito che, conformemente alle disposizioni dell'articolo 10, sono imponibili nella Repubblica Italiana, la Repubblica

Popolare Ungherese accorda sull'ammontare dell'imposta che colpisce i redditi di detto residente, una deduzione di ammontare uguale all'imposta pagata nella Repubblica Italiana. Tuttavia, la somma così dedotta non può eccedere la frazione d'imposta, calcolata prima della deduzione, corrispondente ai redditi provenienti dalla Repubblica Italiana.

ARTICOLO 25.

(*Non discriminazione*).

1. I nazionali di uno Stato contraente, siano essi residenti o non di uno degli Stati contraenti, non sono assoggettati nell'altro Stato contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettati i nazionali di detto altro Stato che si trovino nella stessa situazione.

2. L'imposizione di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente non può essere in questo altro Stato meno favorevole dell'imposizione a carico delle imprese di detto altro Stato che svolgono la medesima attività.

Tale disposizione non può essere interpretata nel senso che faccia obbligo ad uno Stato contraente di accordare ai residenti dell'altro Stato contraente le deduzioni personali, le esenzioni e le deduzioni di imposta che esso accorda ai propri residenti in relazione alla loro situazione o ai loro carichi di famiglia.

3. Fatta salva l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 9, del paragrafo 4 dell'articolo 11, o del paragrafo 4 dell'articolo 12, gli interessi, i canoni ed altre spese pagati da un'impresa di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono deducibili ai fini della determinazione degli utili imponibili di detta impresa, nelle stesse condizioni in cui sarebbero deducibili se fossero pagati ad un residente del primo Stato.

Parimenti, i debiti di una impresa di uno Stato contraente nei confronti dei residenti dell'altro Stato contraente sono deducibili, ai fini della determinazione del patrimonio imponibile di detta impresa, nelle stesse condizioni in cui sarebbero deducibili se fossero stati contratti nei confronti di un residente del primo Stato.

4. Le imprese di uno Stato contraente, il cui capitale è, in tutto o in parte, direttamente o indirettamente, posseduto o controllato da uno o più residenti dell'altro Stato contraente, non sono assoggettate nel primo Stato contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettate le altre imprese della stessa natura del primo Stato.

5. Ai fini del presente articolo il termine « imposizione » designa le imposte di ogni genere e denominazione.

ARTICOLO 26.

(Procedura amichevole).

1. Quando un residente di uno Stato contraente ritiene che le misure adottate da uno o da entrambi gli Stati contraenti comportano o comporteranno per lui un'imposizione non conforme alle disposizioni della presente Convenzione, egli può, indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione nazionale di detti Stat, sottoporre il caso all'autorità competente dello Stato contraente di cui è residente o, se il suo caso ricade nell'ambito di applicazione del paragrafo 1 dell'articolo 25, a quella dello Stato contraente di cui possiede la nazionalità. Il caso dovrà essere sottoposto entro i tre anni che seguono la prima notificazione della misura che comporta una imposizione non conforme alla Convenzione.

2. L'autorità competente, se il ricorso le appare fondato e se essa non e in grado di giungere ad una soddisfacente soluzione, farà del suo meglio per regolare il caso per via di amichevole composizione con l'autorità competente dell'altro Stato contraente, al fine di evitare una tassazione non conforme alla Convenzione. L'accordo sarà applicato quali che siano i termini previsti dalle legislazioni nazionali degli Stati contraenti.

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti faranno del loro meglio per risolvere per via di amichevole composizione le difficoltà o i dubbi inerenti all'interpretazione o all'applicazione della Convenzione. Esse potranno altresì consultarsi al fine di eliminare la doppia imposizione nei casi non previsti dalla Convenzione.

4. Le autorità competenti degli Stati contraenti potranno comunicare direttamente tra loro al fine di pervenire ad un accordo come indicato nei paragrafi precedenti. Qualora venga ritenuto che degli scambi verbali di opinioni possano facilitare il raggiungimento di tale accordo, essi potranno aver luogo in seno ad una Commissione formata da rappresentanti delle autorità competenti degli Stati contraenti.

ARTICOLO 27.

(Scambio di informazioni).

1. Le autorità competenti degli Stati contraenti si scambieranno le informazioni necessarie per applicare le disposizioni della presente Convenzione e quelle delle leggi interne degli Stati contraenti relative alle imposte previste dalla Convenzione, nella misura in cui la tassazione che tali leggi prevedono non è contraria alla Convenzione, nonché per evitare le evasioni fiscali. Lo scambio di informazioni non viene limitato dall'articolo 1. Le informazioni ri-

cevute da uno Stato contraente saranno tenute segrete, analogamente alle informazioni ottenute in base alla legislazione interna di detto Stato e saranno comunicate soltanto alle persone od autorità (ivi compresi i tribunali e gli organi amministrativi) incaricate dell'accertamento o della riscossione delle imposte previste dalla presente Convenzione, delle procedure concernenti tali imposte, o delle decisioni di ricorsi presentati per tali imposte. Le persone od autorità sopracitate utilizzeranno tali informazioni soltanto per questi fini. Le predette persone od autorità potranno servirsi di queste informazioni nel corso di udienze pubbliche o nei giudizi.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non possono in nessun caso essere interpretate nel senso di imporre ad uno degli Stati contraenti l'obbligo:

a) di adottare provvedimenti amministrativi in deroga alla propria legislazione e alla propria prassi amministrativa o a quelle dell'altro Stato contraente;

b) di fornire informazioni che non potrebbero essere ottenute in base alla propria legislazione o nel quadro della propria normale prassi amministrativa o di quella dell'altro Stato contraente;

c) di trasmettere informazioni che potrebbero rivelare un segreto commerciale, industriale, professionale o un processo commerciale oppure informazioni la cui comunicazione sarebbe contraria all'ordine pubblico.

ARTICOLO 28.

(*Funzionari diplomatici e consolari*).

Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano i privilegi fiscali di cui beneficiano i funzionari diplomatici o consolari in virtù delle regole generali del diritto internazionale o di accordi particolari.

ARTICOLO 29.

(*Domande di rimborso*).

1. Le imposte riscosse in uno dei due Stati contraenti mediante ritenuta alla fonte sono rimborsate a richiesta dell'interessato o dello Stato di cui esso è residente qualora il diritto alla percezione di detta imposta sia limitato dalle disposizioni della presente Convenzione.

2. Le istanze di rimborso, da prodursi in osservanza dei termini stabiliti dalla legislazione dello Stato contraente tenuto ad effettuare il rimborso stesso, devono essere corredate di un attestato ufficiale dello Stato contraente di cui il contribuente è resi-

dente certificante che sussistono le condizioni richieste per avere diritto alla applicazione dei benefici previsti dalla presente Convenzione.

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti stabiliranno di comune accordo, conformemente alle disposizioni dell'articolo 26, le modalità di applicazione del presente articolo.

ARTICOLO 30.

(Entrata in vigore).

La presente Convenzione sarà ratificata o approvata secondo la legislazione di ciascun Stato contraente.

La Convenzione entrerà in vigore il 60° giorno seguente lo scambio delle note diplomatiche attestanti l'avvenuta ratifica o approvazione. Le sue disposizioni si applicheranno:

a) alle imposte prelevate alla fonte sui redditi attribuiti o messi in pagamento a decorrere dal 1° gennaio dell'anno successivo a quello dello scambio delle note diplomatiche;

b) alle altre imposte dei periodi d'imposta che si chiudono a decorrere dal 1° gennaio dell'anno in tale, scambio.

ARTICOLO 31.

(Denuncia).

La presente Convenzione rimarrà in vigore sino alla denuncia da parte di uno degli Stati contraenti. Ciascuno Stato contraente può denunciare la Convenzione per via diplomatica con un preavviso minimo di sei mesi, prima della fine di ciascun anno solare ed al termine di un periodo di cinque anni successivo alla data della sua entrata in vigore. In questo caso, la Convenzione si applicherà per l'ultima volta:

a) alle imposte riscosse mediante ritenuta alla fonte sui redditi pagabili al più tardi il 31 dicembre dell'anno della denuncia;

b) alle altre imposte dei periodi d'imposta che si chiudono al più tardi il 31 dicembre dello stesso anno.

In fede di che i plenipotenziari dei due Stati hanno firmato la presente Convenzione e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto a Budapest il 16 maggio 1977 in duplice esemplare, in lingua italiana, ungherese e francese, prevalendo quest'ultima in caso di contestazione.

Per il Governo della Repubblica Italiana
FILIPPO M. PANDOLFI

Per il Governo della Repubblica Popolare Ungherese
FALUVEGI

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

PROTOCOLLO D'ACCORDO

alla Convenzione tra il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo della Repubblica Popolare Ungherese intesa ad evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio ed a prevenire le evasioni fiscali.

All'atto della firma della Convenzione conclusa in data odierna tra il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo della Repubblica Popolare Ungherese intesa ad evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio ed a prevenire le evasioni fiscali, i sottoscritti plenipotenziari hanno concordato le seguenti disposizioni supplementari che formano parte integrante della Convenzione.

Resta inteso:

a) che, in relazione all'articolo 2, se nel futuro sarà introdotta un'imposta sul patrimonio, la Convenzione si applicherà a detta imposta e la doppia imposizione sarà evitata in conformità alle disposizioni dell'articolo 24;

b) che, con riferimento al paragrafo 1 dell'articolo 26, all'espressione « indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione nazionale » si attribuisce il significato secondo cui l'attivazione della procedura amichevole non è in alternativa con la procedura contenziosa nazionale che va, in ogni caso, preventivamente instaurata, laddove la controversia concerne una applicazione delle imposte non conforme alla Convenzione;

c) che la disposizione di cui al paragrafo 3 dell'articolo 29 non esclude l'interpretazione secondo la quale le autorità competenti degli Stati contraenti possono di comune accordo stabilire procedure diverse per l'applicazione delle riduzioni o esenzioni di imposta cui dà diritto la Convenzione.

Fatto a Budapest il 16 maggio 1977 in duplice esemplare in lingua italiana, ungherese e francese, prevalendo quest'ultima in caso di contestazione.

Per il Governo della Repubblica Italiana
FILIPPO M. PANDOLFI

Per il Governo della Repubblica Popolare Ungherese
FALUVEGI

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

LEGGE 23 luglio 1980, n. **510.**

Ratifica ed esecuzione dello scambio di note tra la Repubblica italiana e la Repubblica francese, effettuato a Roma il 9 luglio 1976, relativo al trattamento tributario degli atti di liberalità.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare lo scambio di note tra la Repubblica italiana e la Repubblica francese, effettuato a Roma il 9 luglio 1976, relativo al trattamento tributario degli atti di liberalità.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data allo scambio di note di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità al terzultimo capoverso dello scambio di note stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 23 luglio 1980

PERTINI

COSSIGA — COLOMBO — REVIGLIO

Visto, *il Guardasigilli:* MORLINO

Rome, le 9 juillet 1976.

Monsieur le Ministre,

En vue de favoriser l'octroi de libéralités à des fins d'assistance, d'éducation et d'instruction au profit des Etats français et italien, des collectivités publiques territoriales et des établissements français et italianes légalement reconnus, ainsi que de promouvoir l'activité et le développement des établissements culturels de nos deux pays, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence ce qui suit:

1) les libéralités consenties à des fins de bienfaisance, d'éducation et d'instruction, à quelque titre que ce soit, même avec charges, à condition que l'objet de la charge corresponde a ces fins, au profit des Etats français et italien, des collectivités publiques territoriales ainsi que des établissements légalement reconnus dont le siège est situé sur le territoire de l'un des deux Etats contractants, bénéficient, par mesure de réciprocité, de l'exonération en France des droits de succession et de donation et de la taxe de publicité foncière, et en Italie des droits d'enregistrement, des droits successoraux, des droits hypothécaires et de l'impôt perçu sur la valeur globale nette de la succession. Parmi les établissements français mentionnés dans le présent paragraphe est compris en particulier l'Institution français dénommée « Pieux Etablissements de la France à Rome et à Lorette »;

2) les exonération visées au paragraphe précédent s'appliquent à tous les impôts de même nature qui seraient institués dans les deux Etats contractants, qu'il s'agisse de contributions grevant la succession ou de l'impôt frappant chaque part de succession, les legs ou les donations;

3) les exonérations prévues ci-dessus s'appliquent à titre exceptionnel aux libéralités consenties au profit des Etats, collectivités publiques et établissements mentionnés au paragraghe 1er et pour lesquels les droit en question n'auraient pas encore été acquittés à ce jour. Cependant les exemptions sont également accordées au cas où les impôts éncocés ci-dessus auraient été payés depuis le 1er janvier 1971, mais à condition que l'un des deux gouvernements, avant l'entrée en vigueur du présent accord, ait présenté à l'autre une demande d'exemption par application du paragraphe 1er.

L'échange de la présente lettre et de la lettre que vous signerez sur le même object constituera l'Accord de nos deux Gouvernements aux fins susvisées.

Chacune des parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour la mise en vigueur du présent échange de lettres.

L'Accord entrera en vigueur quinze jours après la date à laquelle les deux parties contractantes auront procédé à cette notification.

Cet Accord restera en vigueur sans limitation de durée, sauf dénonciation par voie diplomatique, par l'une des parties, avec un préavis de six mois. Dans ce cas, il cessera de produire ses effets à compter de la date d'expiration de ce préavis.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

François PUAUX

Son Excellence
Monsieur MARIANO RUMOR
Ministro degli affari esteri

Farnesina - ROMA

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

Roma, 9 luglio 1976.

Signor Ambasciatore,

con lettera in data odierna Ella ha voluto comunicarci quanto segue:

Allo scopo di favorire la devoluzione delle liberalità per fini di beneficenza, di educazione e di istruzione, a favore degli Stati italiano e francese, degli Enti pubblici territoriali e degli Istituti legalmente riconosciuti italiani e francesi e in particolare allo scopo di promuovere l'attività e lo sviluppo delle Istituzioni culturali dei nostri due Paesi, ho l'onore di proporre a Vostra Eccellenza quanto segue:

1) le liberalità a qualunque titolo, anche se onerose, purché l'onere sia inerente allo scopo per il quale sono disposte, a favore degli Stati italiano e francese, degli Enti pubblici territoriali e degli Istituti legalmente riconosciuti italiani e francesi aventi sede nel territorio degli Stati contraenti, quando lo scopo specifico delle liberalità è di beneficenza, di istruzione o educazione, sono esenti in Francia dalle imposte di successione e di donazione e dalla tassa di pubblicità fondiaria e in Italia dalle imposte di registro, di successione, ipotecarie e dall'imposta sul valore globale netto dell'asse ereditario;

2) le esenzioni previste al paragrafo precedente si applicano ad ogni altra imposta di natura analoga che venisse istituita nei due Stati contraenti, sia che si tratti di tributi che colpiscono le singole quote ereditarie, i legati o le donazioni;

3) le esenzioni sopraspecificate si applicano a titolo eccezionale alle liberalità già disposte a favore degli Stati, Enti pubblici ed Istituti menzionati al paragrafo 1 e per le quali non siano stati ancora pagati i tributi relativi. Tuttavia le esenzioni si applicano anche nel caso in cui le predette imposte siano state pagate dopo il 1° gennaio 1971, ma a condizione che uno dei due Governi, prima dell'entrata in vigore del presente Accordo, abbia presentato all'altro una domanda di esenzione ai sensi del paragrafo 1.

La presente lettera e quella di uguale tenore con la quale Vostra Eccellenza vorrà comunicarmi che il suo Governo concorda su quanto precede, costituiranno un Accordo tra i nostri due Paesi.

Ciascuna delle Parti contraenti notificherà all'altra l'avvenuto espletamento delle procedure costituzionali previste al fine di determinare l'entrata in vigore del presente scambio di lettere. L'Accordo entrerà in vigore quindici giorni dopo la data in cui le due Parti contraenti avranno proceduto alla notifica in parola.

L'Accordo, che sara valido a tempo indeterminato, potrà essere denunciato, per via diplomatica, con un preavviso di sei mesi: in tal caso cessera di produrre i suoi effetti a partire dalla data di scadenza del preavviso stesso.

Ho l'onore di informarla che il Governo italiano ha dato il proprio accordo alle disposizioni contenute nella lettera suddetta.

La prego di gradire, Signor Ambasciatore, l'espressione della mia piu alta considerazione.

Mariano RUMOR

Sua Eccellenza
il signor FRANCOIS PUAUX
Ambasciatore di Francia

ROMA

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

LEGGE 23 luglio 1980, n. **511.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione di estradizione e di assistenza giudiziaria in materia penale tra la Repubblica italiana e la Repubblica popolare ungherese, firmata a Budapest il 26 maggio 1977.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione di estradizione e di assistenza giudiziaria in materia penale tra la Repubblica italiana e la Repubblica popolare ungherese, firmata a Budapest il 26 maggio 1977.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 42 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 23 luglio 1980

PERTINI

COSSIGA — COLOMBO — ROGNONI — MORLINO

Visto, *il Guardasigilli:* MORLINO

CONVENTION

d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République Italienne et la République Populaire Hongroise

Le Président de la République Italienne et le Conseil Présidentiel de la République Populaire Hongroise, désirant régler entre les deux Etats l'extradition, ainsi que l'assistance judiciaire réciproque en matière pénale ont convenu de conclure à ce sujet une convention et ont nommé à cet effet pour leurs Pléniputentiaires:

Le Président de la République Italienne:

S.E. FRANCESCO PAOLO BONIFACIO, *Ministre de la Justice;*

Le Conseil Présidentiel de la République Populaire Hongroise:

S.E. MIHÀLYM KOROM, *Ministre de la Justice;*

lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

SECTION I

EXTRADITION

ARTICLE 1.

(*Obligation d'extradition*).

Les Parties Contractantes s'engagent à se livrer rèciproquement, sur demande, selon les règles et sous les conditions déterminées par les articles suivants et par le règles de procédure de leur droit interne, les individus qui sont poursuivis ou condamnès par les Autorités Judiciaires de l'autre Etat.

ARTICLE 2.

(*Objet de l'extradition*).

1) Seront sujets à extradition:

a) les individus qui sont poursuivis pour des infractions punies par les lois des Parties Contractantes d'une peine dont le maximum est d'au moins deux ans d'emprisonnement ou d'une peine plus sévère;

b) les individus qui, pour des infractions punies par les lois des deux Parties Contractantes sont condamnés définitivement par les tribunaux de l'Etat requérant à une pèine d'au moins six mois d'emprisonnement.

2) En cas de demande d'extradition portant sur plusieurs infractions dont quelques unes ne répondent pas aux conditions du montant de la peine mentionnés aux alinèas prècedents, la Parties Contractante requise peut permettre l'extradition pour toutes les infractions.

ARTICLE 3.

(*Limites subiectives à l'extradition*).

Les Parties Contractantes n'extraderont pas leurs ressortissants respectifs et les apatrides résidents. La qualité de ressortissant s'appréciera à la date de la demande d'extradition.

ARTICLE 4.

(*Exception à l'obligation d'extradition*).

L'extradition sera refusée:

a) si l'infraction, selon la loi de la Partie requise, a été commise en tout ou en partie dans le territoire de ladite Partie;

b) si, pour cette infraction, suivant les lois de l'une des Parties, la procédure ou l'exécution pénale ne serait pas admissible à cause de la prescription ou si une amnistie est intervenue, ou s'il existe une autre raison, qui empêche l'exercice de l'action pénale ou l'exécution de la peine;

c) si, dans l'une des deux Parties l'infraction motivant la demande est prévue exclusivement par la législation sur la presse, les lois fiscales, douanières ou monétaires;

d) si, dans l'une deux Parties l'infraction motivant la demande consiste uniquement dans la violation d'obligation militaire;

e) si, pour la même infraction et à la charge de la personne dont l'extradition est demandée, un jugement définitif a été prononcè par les autorités de la Partie requise ou une procédure est en cours devant les mêmes autorités;

f) si les infractions ayant été commises hors du territoire de la Partie requèrant par un ètranger à cette Partie, la législation de l'Etat requise n'autorise pas la poursuite des mêmes infraction commises hors de son territoire;

g) si dans l'une des deux Parties l'infraction n'est à poursuivre que sur plainte de la partie lésée et la partie lésée n'a pas introduit sa plainte en temps opportun; lorsque le droit de la Partie Contractante requérante n'exige pas de plainte de la partie lésée, la Partie Contractante requise comptera le délai fixé dans son propre droit pour l'introduction de la plainte du jour où la partie lésée a appris que l'inculpé se trouve sur le territoire de la dite Partie Contractante.

ARTICLE 5.

(Infractions politiques).

L'extradition ne sera pas accordée dans les cas suivants:

1) lorsque l'infraction pour laquelle elle est dèmandée est considerée par l'Etat requis comme une infraction politique ou comme un fait connexe à une telle infraction;

2) lorsque la personne, dont on a demandée l'extradition, a reçu asile dans les territoire de l'Etat requise;

3) lorsque l'extradition n'est pas compatible avec les autres obligations internationales de l'Etat requis.

ARTICLE 6.

(Demande d'extradition et pièces à l'appui).

1) Un mandat d'arrêt judiciaire sera joint à la demande d'extradition pour effectuer la procédure criminelle. Ce mandat contièndra la description des faits de l'infraction et le texte des règles juridiques sur l'infraction et sa punition; en cas d'infractions affectant les biens, le montant des dommages causés par l'infraction, ou les dommages que l'infraction aurait pu causer seront indiqués.

2) A la demande d'extradition pour exècution de la peine sera jointe la décision avec ses motifs et le certificat que cette décision est passée en force de chose jugée, ainsi que le texte des règles juridiques sur l'infraction commise par le condamné; en plus la demande indiquera quelle part de sa peine le condamné a purgée.

3) Si la décision jointe à là demande d'extradition a été rendue en absence de l'individu dont l'extradition est demandée, la Partie Contractantę requérante n'exécutera pas la décision, mais effectuera de nouveau la procédure avec la participation de la personne extradée dans les cas admis et selon les conditions prévues par sa propre législation.

4) En cas d'une infraction à poursuivre sur plainte de la partie lésée la date de la présentation de cette plainte sera indiquée dans le demande d'extradition, ainsi que le fait que la plainte de la partie lésée a été présentée par une personne autorisée à telle plainte. Si la legislation de la Partie Contractante requèrante fixe un dêlai de forclusion pour la présentation de la plainte de la partie lésée, le texte de cette loi sera aussi communiqué.

5) La demande d'extradition indiquera le nom de la personne dont l'extradition est demandée, sa nationalité et – autant que possible – son signalement, les données sur sa résidence, sa photographie et ses empreintes dactyloscopiques seront aussi jointes.

6) La demande d'extradition, ainsi que tous actes et pièces y relatifs annexés en original ou en copie authentique seront accompagnés d'une traduction dans la langue de la présente Convention, certifié et conforme par les autorités de la Partie requérante.

ARTICLE 7.

(*Arrestation de la personne dont l'extradition est demandée*).

1) Aprés réception de la demande d'extradition correspondant aux conditions de la Convention, la Partie Contractante reguise prendra sans délai des mesures pour trouver la personne dont l'extradition est demandée et l'arrêtera, si nécessaire.

2) Si les données communiquées ne sont pas suffisantes pour l'exécution de la demande d'extradition, la Partie Contractante requise demandera le complètement de la demande en indiquant ce qui manque. La Partie Contractante reguise pourra fixer à la Partie Contractante requérante un délai de deux mois au maximum, pour ce but; sur demande motivée dela Partie Contractante requérante ce délai pourra être prolongé d'un mois au maximum.

3) Si la Partie Contractante requèrante ne supplée pas au manque dans le délai fixé à l'alinéa 2, la personne dont l'extradition est demandées sera élargie. Dans ce cas une nouvelle demande d'extradition est toujours admise.

ARTICLE 8.

(*Arrestation provisoire*).

1) En cas d'urgence l'arrestation provisoire de la personne dont l'extradition est demandée peut être effectuée aussi avant l'arrivée

de la demande d'extradition correspondant à l'article 6, si l'autorité compétente d'une Partie Contractante demande directement au Ministère de la Justice de l'autre Partie Contractante par poste, télégraphe ou télex. Cette demande mentionnera l'infraction pour laquelle l'extradition sera demandée le temps et le lieu où elle a été commise, la date et le numéro du mandat d'arrestation, ou de la décision à base de l'extradition ainsi que, dans la mesure du possible, le signalement de l'individu recherché et son adresse.

2) La Partie Contractante requérante sera informée sans délai de l'arrestation provisoire, du moment de son exécution ou des causes pour lesquelles la demande n'a pas pu être satisfaite.

3) L'arrestation provisoire prendra fin si, dans le délai d'un mois après l'arrestation, la Partie requise n'a pas été saisie de la demande d'extradition.

ARTICLE 9.

(Exécution de la demande d'extradition).

1) Simultanément avec la décision sur la demande d'extradition le lieu et le moment de la remise de l'individu seront communiqués à la Partie Contractante requérante.

2) Un refus total ou partiel de la demande d'extradition, ainsi que son retard éventuel seront motivés.

3) Lorsque la personne requise a demandé asile dans le territoire de l'Etat requis, celui-ci pourra surseoir à l'examen de la demande d'extradition jusqu'au moment ou les autorités compétentes auront adopté une décision definitive sur la demande d'asile.

La décision sur la demande d'extradition sera en tout cas adoptée dans un délai n'excédant pas quatre mois à compter de la réception de la demande d'extradition.

ARTICLE 10.

(Remise de l'individu).

La Partie Contractante requérante recevra la personne extradée au lieu défini au plus tard dans les quinze jours à compter de la date fixée, faute de quoi la Partie Contractante requise élargira la personne dont l'extradition a été demandée.

ARTICLE 11.

(Remise ajournée ou conditionnelle).

1) Si une procédure criminelle est en cours sur le territoire de la Partie Contractante requise contre la personne dont l'extradition

a été demandée pour une autre infraction ou si elle a été condamnée pour une autre infraction, la Partie Contractante requise prendra une décision sur l'extradition, mais ajournera la remise de l'individu réclamé jusqu'à la conclusion de la procédure, à l'exécution ou à l'extinction de la peine.

2) La personne dont l'extradition a été demandée pourra être remise provisoirement aussi dans le cas mentionné à l'alinéa 1 à la Partie Contractante requérante, si l'ajournement de la remise produisait la prescription de l'infraction ou rendait l'enquête très difficile. La personne provisoirement remise sera sans délai retransportée à la conclusion de l'action de procédure pour laquelle elle a été remise, et au plus tard dans les trois mois à compter de la remise. Par un commun accord entre les Parties ce délai peut être prolongée d'une période ne dépassant pas les trois mois.

ARTICLE 12.

(Concours de demandes d'extradition).

Si l'extradition de la même personne est demandée pour la même infraction ou pour des infractions différentes par plusieure Etats, la Partie Contractante requise décidera en tenant compte de toutes les circonstances et notamment de la gravité relative et du lieu des infractions, des dates respectives des demandes, de la nationalité de l'individu réclamé et de la possibilité d'une extradition ultérieure à un autre Etat.

ARTICLE 13.

(Limites de la mise en cause de la personne extradée).

1) L'individu qui aura été livré ne sera ni poursuivi, ni jugé, ni détenu en vue de l'exécution d'une peine, ni soumis à toute autre restriction de sa liberté individuelle, ni extradé à un Etat tiers, pour un fait quelconque antérieur à la remise, autre que celui ayant motivé l'extradition, sans le consentement de la Partie requise. Une demande sera présentée à cet effet, accompagnée des piéces prévues à l'article 6 et d'un procès-verbal judiciaire consignant les déclarations de l'extradé. Ce consentement sera donné lorsque l'infraction pour laquelle il est demandé entraine elle-même l'obligation d'extrader aux termes de la présente Convention.

2) Le consentement de la Partie Contractante requise n'est pas nécessaire, si

a) la personne extradée ne quitte pas le territoire de la Partie Contractante requérante dans un mois après la conclusion de la procédure criminelle ou, si elle est condamnée, dans un mois après son élargissement définitif; le temps pendant lequel la personne

extradée n'a pas pu quitter sans sa faute le territoire de la Partie Contractante requérante ne compte pas dans ce délai;

b) la personne extradée a quitté le territoire de la Partie Contractante requérante, mais y est retournée de son gré.

ARTICLE 14.

(*Exclusion de l'application de la peine capitale*).

Si l'infraction motivant la demande de l'extradition ne peut être punie de la peine capitale que par la législation de l'Etat requérant, cette peine ne sera pas appliquée ou si elle a été prononcée, ne sera pas exécutée.

ARTICLE 15.

(*Information sur le résultat de la procédure criminelle*).

La Partie Contractante requérant informera la Partie Contractante requise du résultat de la procédure criminelle effectuée contre la personne extradée. Si une décision définitive a été rendue contre la personne extradée, une copie en sera envoyée. Cette obligation comprend aussi les cas définis à l'article 13.

ARTICLE 16.

(*Remise d'objet*).

1) Au cours de la procédure d'extradition, à la demande de la Partie requérante, la Partie requise remettra, dans la mesure permise par sa législation:

a) les objets pouvant servir comme preuve contre la personne dont l'extradition a été demandée;

b) tous objets saisis sur la personne dont l'extradition a été demandée, dans la possession desquels elle est entrée par suite de l'infraction servant à base de l'extradition ou qu'elle a acquis comme contrevaleur de tels objets ou comme prix de l'exécution de l'infraction.

2) Les objets mentionnés à l'alinéa 1 seront remis à la Partie Contractante requérante lors de la remise de la personne extradée. et, dans le cas où cet n'est pas possible, plus tard. La Partie Contractante requise pourra retenir provisoirement ces objets s'ils absolument nécessaires pour la poursuite d'une autre procédure criminelle.

3) Le droit d'une tierce personne aux objets remis reste intact. Ces objets seront rendus après conclusion de la procédure criminelle à la Partie Contractante requise pour qu'elle les remette à

l'ayant-droit habitant sur son territoire. S'il n'est pas possible d'iden tifier la personne ayant droit à ces objets, ils seront remis à la Partie Contractante requise sans contrevaleur.

4) Les objets seront délivrés même si l'extradition ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé ou pour tout autre raison.

ARTICLE 17.

(*Extradition par voie de transit*).

1) Les Parties Contractantes transféreront sur leur territoire les personnes extradées par un Etat tiers à l'autre Partie Contractante sur demande de cette dernière. Il n'y a pas d'obligation d'extradition par voie de transit si en vertu de la présente Convention l'extradition n'est pas obligatoire.

2) La demande d'extradition par voie de transit sera présentée et accompagnée d'annexes comme la demande visée à l'article 6.

3) Les Parties Contractantes conviendront dans chaque cas du mode de l'extradition par voie de transit, de sa route et des autres conditions.

4) Dans le cas où la voie aérienne sera utilisée, il sera fait application des dispositions suivantes:

a) lorsqu'aucun atterrissage ne sera prévu, la Partie requérante avertira la Partie dont le territoire sera survolé, et attestera l'existance d'une des pièces prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article 6. Dans le cas d'atterrissage fortuit, cette notification pro duira les effets de la demande d'arrestation provisoire visée à l'article 8 et la Partie requérante adressera une demande régulière de transit;

b) lorsqu'un atterrissage sera prévu, la Partie requérante adressera une demande régulière de transit, conformèment aux dispositions du premier alinéa du présent article.

ARTICLE 18.

(*Mode de communication*).

Les demandes d'extradition, de remise provisoire et d'extradition par voie de transit seront présentées par voie diplomatique.

ARTICLE 19.

(*Frais*).

Le frais de l'extradition seront à la charge de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils se sont produits, tandis

que les frais de l'extradition par voie de transit seront à la charge de la Partie Contractante requérante.

ARTICLE 20.

(Rapports avec d'autres accords internationaux).

Les disposition de la présente section ne portent pas atteinte aux accords internationaux réglant l'extradition en matières particulières et dont les deux Etats contractants sont partie.

ARTICLE 21.

(Limites temporelles).

Les dispositions de la présente section sont applicables aux infractions commise postérieurement à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

SECTION II

ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIERE PÉNALE

ARTICLE 22.

(Obligation d'entraide judiciaire).

Les autorités judiciaires des Parties Contractantes se prêteront une assistence réciproque en matière pénale.

ARTICLE 23.

(Objet de l'entraide judiciaire).

L'entraide judiciaire porte sur l'exécution d'actes de la procédure, ainsi, particulièrement, sur la signification de pièces, l'audition de tèmoins et d'experts et l'envoi de preuves matérielles et de pièces.

ARTICLE 24.

(Transmission des demandes d'entraide judiciaire).

Les autorités judiciaires des Parties Contractantes transmettront leurs demandes d'assistance judiciaire – pour autant que la présente

Convention ne contienne pas d'autres dispositions - d'une part par le Ministère de la Justice de la République Italienne, d'autre part par la voie du du Ministère de la Justice ou du Procureur Général de la République Populaire Hongroise.

ARTICLE 25.

(Demande d'entraide judiciaire).

1) La commission rogatoire doit contenir:

a) l'indication de la matière à laquelle la commission rogatoire se rapporte;

b) le nom, l'occupation, le domicile ou la résidence des intéressés;

c) les données nécessaires se référant au sujet de la commission rogatoire; pour des demandes de signification l'adresse du destinataire et la nature de la pièce à signifier; pour des commissions rogatoires en assistence judiciaire les circonstances en matière desquelles une preuve doit être administrée - le cas donné - aussi les question à poser aux personnes à entendre.

2) La commission rogatoire pour signification ou autre assis tance judiciaire sera rédigée dans la langue de la présente Convention ou accompagnée d'une traduction dans cette langue, certifiée conforme par les autorités de la Partie requérante.

ARTICLE 26.

(Exécution des demandes d'entraide judiciaire).

1) Le tribunal requis exécutera la demande d'entraide judiciaire selon la législation de son Etat et peut appliquer au cours de l'exécution - si nécessaire - les mêmes moyens de contrainte prèvus par cette législation.

2) Le tribunal requis peut procéder sur demande de l'autorité requérante aussi selon la procédure spéciale désirée par cette dernière, si ce n'est pas contraire aux principes généraux de la législation de l'Etat du tribunal requis.

3) Sur demande du tribunal requérant le tribunal requis informera directement le tribunal requérant en temps utile du lieu et du moment de l'exécution de l'assistence judiciaire.

ARTICLE 27.

(Signification d'actes et de pièces).

1) Si la pièce à signifier a été rédigée dans la langue du tribunal requis ou une traduction dans cette langue y a été jointe, le

tribunal requis exécutera la signification en appliquant ses propres régles juridiques.

2) En dehors des cas indiqués à l'alinéa 1 la pièce ne devra être signifiée au destinataire que dans le cas où il l'accepte de son gré.

3) La traduction mentionnée à l'alinéa 1 doit être une traduction effectuée par un organe autorisé ou traducteur assermenté d'une des Parties Contractantes.

4) Le tribunal requis peut exécuter la signification, sur demande du tribunal requérant, aussi selon le procédé spécial désiré par ce dernier, lorsque ce n'est pas contraire aux principes généraux de la législation de l'Etat du tribunal requis.

ARTICLE 28.

(Manque d'adresse ou de compétence).

1) Lorsque l'adresse de la personne à entendre ou à laquelle la pièce doit être signifiée n'a pas été indiquée exactement ou a été incorrecte, le tribunal requis établira, si possible, l'adresse correcte.

2) Si le tribunal requis n'a pas de compétence à l'exécution de la commission rogatoire, il transmettra la lettre contenant la commission au tribunal compétent, si ce dernier se trouve dans le pays. Le tribunal requis en informera directement le tribunal requérant.

ARTICLE 29.

(Prevue de la signification).

La prevue de la signification se fera au moyen d'un récépissé daté, muni de la signature de la personne ayant fait la signification et du réceptionnaire ainsi que du sceau du tribunal autorisé à exécuter la signification ou par un certificat du tribunal mentionné indiquant le lieu, la manière et la date de la signification.

ARTICLE 30.

(Impossibilité d'exécution).

S'il n'est pas possible de donner suite à la commission rogatoire de signification ou d'assistance judiciaire les pièces devront être renvoyées en indiquant les raison pour lesquelles il n'a pas été possible de satisfaire à la commission rogatoire, ou sur la base desquelles l'exécution a été refusée.

ARTICLE 31.

(*Refus de l'entraide judiciaire*).

L'entraide judiciaire pourra être refusée:

a) si la demande se rapporte à des infractions considérées par la Partie requise soit comme des infractions politiques, soit comme des infractions connexes à des infractions politiques, soit comme des infractions fiscales, militaires, monétaires, douanières ou prévues par la législation sur la presse ou en tout cas ne constituant pas des infractions de droit commun;

b) si la Partie requise estime que l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité et a l'ordre public ou à d'autres intérets essentiels de son pays.

ARTICLE 32.

(*Protection des tèmoins et experts*).

1) Une procédure criminelle ne peut être instituée, une arrestation ne peut être effectuée contre un témoin ou expert qui - sans égard à sa nationalité - paraît volontairement sur la citation qui lui a été signifiée par le tribunal de la Partie requise, devant le tribunal de la Partie Contractante requérante, ni pour l'infraction à la base de la procédure criminelle, ni pour une autre infraction qu'il a commise avant de passer la frontière de la Partie Contractante requérante, et, contre ce témoin ou expert la peine prononcée sur le territoire de la Partie Contractante requérante ne peut pas être exécutée.

2) La protection définie à l'alinéa 1) cesse si le témoin ou expert n'a pas quitté, quoqu'il en avait eu la possibilité, le territoire de la Partie Contractante requérante dans les 15 jours à compter du jour auquel de tribunal l'a informé que sa presence n'était plus nécessaire.

3) Les frais de la comparution personelle du témoin et expert sont à la charge de la Partie Contractante requérante. Dans la commission rogatoire de signification de citation sera indiqué le montant qui sera payé au témoin ou expert pour ses frais causés par son voyage et son séjour à l'étranger; le montant transferé à titre d'avance sera aussi indiqué.

4) Les témoins peuvent demander le remboursement de leur manque à gagner, les experts peuvent rèclamer en plus une indemnité d'expert.

ARTICLE 33.

(*Comparution des personnes détenues*).

1) S'il devient nécessaire d'urgence qu'un tribunal d'une des Parties Contractantes entende comme témoin ou expert une per-

sonne en état de détention sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou y purgeant sa peine privative de liberté, cette dernière Partie Contractante peut - sur demande présentée par voie diplomatique - remettre provisoirement cette personne, pourvu que celle-ci y consente, pour son audition.

2) La personne remise restera en détention et sera retransportée immédiatement après son audition. Dans ce cas cette personne a aussi droit à la protection mentionnée à l'article 32 alinéa 1.

3) Aux conditions mentionnées aux alinéas 1 et 2, ainsi qu'à l'article 32 alinéa 1, il peut aussi être permis le transit de telle personne, qui est détenue dans un Etat tiers ou y purge sa peine privative de liberté.

ARTICLE 34.

(*Communication d'extraits du casier judiciaire*).

1) Les Parties Contractantes s'envoient réciproquement sur demande, par voie diplomatique, et dans la mesure où les autorités judiciaires respectives pourraient elles-mêmes les obtenir en pareil cas, les extraits du casier judiciaire relatifs aux nationaux de l'autre Partie, ou à des personnes séjournant sur le territoire de cette Partie, pour les besoins d'une affaire pénale.

2) La Partie Contractante requise peut refuser l'exécution de la demande si elle se rapporte a son propre ressortissant.

ARTICLE 35.

(*Frais*).

1) Les frais résultant de l'exécution de l'assistance judiciaire en matière pénale sont à la charge de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils se sont produits.

2) Les frais résultant du transfert provisoire d'une personne en état de détention sur le territoire de la Partie Contractante requise, sont a la charge de la Partie Contractante requérante.

ARTICLE 36.

(*Prise en charge de la procédure criminelle*).

Dans le cas où ressortissant de l'un des Etats contractants aura commis sur le territoire de l'autre Etat contractant una infraction punissable par voie judiciaire dans tous les deux Etats contractants, l'Etat du lieu où l'infraction a été commise pourra demander, par la voie prévue à l'article 24 à l'autre Etat contractant de se charger de la procédure criminelle respective.

ARTICLE 37.

(Obbligation de la prise en charge).

1) La Partie requise s'engage, dans la mesure où elle a compétence pour les juger, à faire poursuivre par ses propres autorités judiciaires les personnes qui auront commis des infractions visées à l'article précédent.

2) Lors du jugement des infractions contre la sécurité de la circulation routière on se fondera sur les régles de circulation routière en vigueur au lieu où l'infraction a été commise, pour apprecier les éléments de fait constituant l'infraction; dans ce cas la demande devra être envoyée par la Parte requérante avant l'expiration d'un délai de 60 jours à compter, selon le cas, de la date à laquelle l'infraction a été commise ou de la découverte de l'auteur de l'infraction.

ARTICLE 38.

(Demande de prise en charge).

La demande de prise en charge de la procédure criminelle devra contenir un exposé sommaire des faits auquel il faut joindre:

a) le dossier original ou la copie ou la photocopie conformes de celui-là ainsi que les objets pouvant servir comme preuves;

b) à titre d'information les dispositions de la législation en vigueur dans l'Etat requérant applicables à l'infraction commise;

c) en outre, en cas des infractions contre la sécurité de la circulation routière, les règles de la circulation routière nécessaires à l'appréciation de l'infraction.

ARTICLE 39.

(Information sur le résultat de la procédure criminalle).

1) L'Etat requis informera l'Etat requérant, par la voie prévue à l'article 24 des dispositions prises par suite de la demande ainsi que du résultat de la procédure criminelle, et au cas échéant il v joindra l'expédition, la copie ou la photocopie certifiées conformes de la décision définitive.

2) Les droits éventuels de l'Etat requis ou d'une tierce personne aux objets remis resteront intacts. Les pièces et les objets remis seront rendus dans le plus bref délai possible.

ARTICLE 40.

(Interruption de la prescription).

La demande de prise en charge de la procédure criminelle interrompra la prescription dans l'Etat requis. La prescription s'interrompra au moment où la demande de prise en charge de la procédure criminelle aura été expédiée à l'Etat requis.

SECTION III

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 41.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangées à Rome aussitot que possible.

ARTICLE 42.

1) La présente Convention entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification et perdra sa vigueur après une année à compter du jour auquel une des Parties Contractantes l'aura dénoncée.

2) Simultanément avec l'entrée en vigueur de la présente Convention perdent leur vigueur la Convention faite à Turin le 27 février 1869 en matière de l'extradition réciproque de délinquents de droit commun, ainsi que la Convention faite à Vienne le 6 décembre 1882 au sujet de l'extradition par voie de transit de délinquents de droit commun extradés par d'autres Etats.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires ont apposé leurs signatures et leurs sceaux à la présente Convention.

FAIT à Budapest le 26 mai 1977 en deux exemplaires, les deux en langue française.

Au nom de la République Italienne

FRANCESCO PAOLO BONIFACIO

Au nom de la République Populaire Hongroise

KOROM MIHALY

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

N.B. — TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE

di estradizione e di assistenza giudiziaria in materia penale tra la Repubblica Italiana e la Repubblica popolare Ungherese

Il Presidente della Repubblica Italiana e il Consiglio Presidenziale della Repubblica Popolare Ungherese, desiderando regolamentare tra i due Stati la estradizione, nonché l'assistenza giudiziaria reciproca in materia penale hanno convenuto di concludere a questo proposito una convenzione e hanno designato a tal fine come loro Plenipotenziari:

Il Presidente della Repubblica Italiana:

S. E. FRANCESCO PAOLO BONIFACIO, *Ministro della giustizia;*

Il Consiglio Presidenziale della Repubblica Popolare Ungherese:

S. E. MIHALY KOROM, *Ministro della giustizia.*

I Plenipotenziari dopo essersi scambiati i loro pieni poteri riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto le disposizioni seguenti:

SEZIONE I

ESTRADIZIONE

ARTICOLO 1.

(Obbligo di estradizione).

Le Parti contraenti si impegnano a consegnarsi reciprocamente, dietro richiesta, secondo le norme ed alle condizioni determinate dagli articoli seguenti e delle norme di procedura del loro diritto interno, gli individui perseguiti o condannati dalle Autorità giudiziarie dell'altro Stato.

ARTICOLO 2.

(*Oggetto dell'estradizione*).

1) Saranno soggetti a estradizione:

a) gli individui perseguiti per reati punibili dalle leggi delle Parti contraenti con una pena massima di almeno due anni di reclusione o con una pena più grave;

b) gli individui che, per reati punibili dalle leggi delle due Parti contraenti sono stati condannati definitivamente dai Tribunali dello Stato richiedente ad una pena non inferiore ai sei mesi di reclusione.

2) In caso di richieste di estradizione relativa a più reati, alcuni dei quali non rispondenti alle condizioni menzionate nei commi precedenti per quel che concerne l'entità della pena, la Parte contraente richiesta può consentire l'estradizione per tutti i reati.

ARTICOLO 3.

(*Limiti soggettivi all'estradizione*).

Le Parti contraenti non concederanno l'estradizione dei propri cittadini e degli apolidi residenti. La qualità di cittadino sarà accertata alla data della richiesta di estradizione.

ARTICOLO 4.

(*Eccezioni all'obbligo di estradizione*).

L'estradizione sarà rifiutata:

a) se il reato, secondo la legge della Parte richiesta, è stato commesso in tutto o in parte sul territorio della Parte stessa;

b) se, per questo reato, secondo le leggi di una delle Parti, il procedimento o l'azione penale non sono consentite a causa di prescrizione o di sopraggiunta amnistia o per altre ragioni che impediscano l'esercizio dell'azione penale o l'esecuzione della pena;

c) se, in una delle due Parti il reato che motiva la richiesta è previsto esclusivamente dalla legislazione sulla stampa, dalle leggi fiscali, doganali o valutarie;

d) se in una delle due Parti il reato che motiva la richiesta consiste unicamente nella violazione dell'obbligo militare;

e) se per lo stesso reato è stata pronunciata una condanna definitiva dalle autorità della Parte richiesta o se è in corso un procedimento di queste stesse autorità a carico della persona di cui è richiesta l'estradizione;

f) se i reati sono stati commessi fuori dal territorio della Parte richiedente da uno straniero e la legislazione dello Stato richiesto non autorizza il perseguimento degli stessi reati commessi fuori del suo territorio;

g) se in una delle due Parti il reato è perseguibile solo dietro querela della parte lesa e questa non ha presentato la querela in tempo debito; quando il diritto della Parte Contraente richiedente non esige la querela della parte lesa, la Parte Contraente richiesta calcolerà i termini fissati dal proprio diritto per la presentazione della querela a partire dal giorno in cui la parte lesa ha appreso che la persona incriminata si si trova sul territorio della predetta Parte Contraente.

ARTICOLO 5.

(*Reati politici*).

L'estradizione non sarà concessa nei seguenti casi:

1) quando il reato per il quale essa è richiesta e considerato dallo Stato richiesto come un reato politico o come un fatto connesso a tale reato;

2) quando la persona di cui e stata richiesta l'estradizione ha ricevuto asilo politico nel territorio dello Stato richiesto;

3) quando l'estradizione non e compatibile con gli altri obblighi internazionali dello Stato richiesto.

ARTICOLO 6.

(*Domande d'estradizione e documenti a sostegno*).

1) Un mandato di arresto dell'Autorità giudiziaria sarà allegato alla domanda di estradizione per dar corso al procedimento penale. Tale mandato conterrà la descrizione dei fatti costituenti il reato e il testo delle norme giuridiche sul reato stesso e la pena prevista; in caso di reati contro la proprietà saranno indicati l'ammontare dei danni causati dal reato o i danni che il reato avrebbe potuto causare.

2) Alla domanda di estradizione per esecuzione della pena sarà allegata la sentenza con le motivazioni e l'attestato che la sentenza è passata in giudicato, nonché il testo delle norme giuridiche sul reato commesso dal condannato; inoltre la domanda indicherà quale parte della pena è già stata scontata dallo stesso.

3) Se la sentenza allegata alla domanda di estradizione è stata emessa in contumacia dell'individuo di cui è stata chiesta l'estradizione, la Parte Contraente richiedente non eseguirà la sentenza ma farà luogo nuovamente al procedimento con la partecipazione della

persona estradata nei casi ammessi e secondo le condizioni previste dalla propria legislazione.

4) In caso di reato perseguibile su querela della parte lesa, la domanda di estradizione indicherà la data di presentazione di tale querela e la sua presentazione da parte di persona autorizzata a sporgere tale querela. Se la legislazione della Parte contraente richiedente fissa un termne di prescrizione per la presentazione della querela della parte lesa, verrà comunicato anche il testo della legge stessa.

5) La domanda di estradizione dovrà indicare il nome della persona di cui è richiesta l'estradizione, la sua nazionalità e, se possibile, saranno anche uniti i suoi dati segnaletici, sulla residenza, la sua fotografia e le sue impronte digitali.

6) La domanda di estradizione, nonché tutti gli atti e documenti relativi allegati in originale o in copia autentica, saranno accompagnati da una traduzione nella lingua della presente Convenzione, autenticata da parte delle autorità della Parte richiedente.

ARTICOLO 7.

(Arresto della persona di cui è chiesta l'estradizione).

1) Ricevuta la domanda di estradizione corrispondente alle condizioni della Convenzione, la Parte Contraente richiesta adotterà senza indugi le misure atte a rintracciare la persona di cui è richiesta l'estradizione e, se necessario, procederà al suo arresto.

2) Se i dati comunicati non sono sufficienti per l'esecuzione della domanda di estradizione, la Parte Contraente richiesta chiederà il completamento della domanda indicando le parti mancanti. La Parte Contraente richiesta potrà fissare alla Parte Contraente richiedente un termine di due mesi al massimo per tale scopo; su domanda motivata della Parte Contraente richiedente il termine potrà essere prorogato al massimo di un mese.

3) Se la Parte Contraente richiedente non provvede al completamento richiesto nel termine fissato al comma 2, la persona di cui è domandata l'estradizione sarà scarcerata. In questo caso è sempre ammessa una nuova domanda di estradizione.

ARTICOLO 8.

(Arresto provvisorio).

1) In caso di urgenza l'arresto provvisorio della persona di cui è stata chiesta l'estradizione può essere effettuato anche prima dell'arrivo della domanda di estradizione di cui all'articolo 6, se l'autorità competente di una Parte Contraente lo richiede direttamente al Ministero della Giustizia dell'altra Parte Contraente, per posta, telegrafo o telex. Tale domanda menzionerà il reato per il quale sarà

chiesta l'estradizione e il tempo e il luogo in cui esso è stato commesso, la data e il numero del mandato d'arresto, o della decisione che motiva l'estradizione, e, nei limiti del possibile, i dati segnaletici dell'individuo ricercato e il suo indirizzo.

2) La Parte Contraente richiedente sarà informata senza indugi dell'arresto provvisorio, del momento della sua esecuzione o delle cause per le quali la richiesta non ha potuto essere soddisfatta.

3) L'arresto provvisorio avrà termine se, entro un mese dall'arresto, la Parte richiesta non sarà stata investita dalla domanda di estradizione.

ARTICOLO 9.

(*Esecuzione della domanda di estradizione*).

1) Contestualmente alla decisione sulla domanda di estradizione verranno comunicati alla Parte Contraente il luogo e il momento della consegna dell'individuo.

2) Un rifiuto totale o parziale della domanda di estradizione o un eventuale ritardo dovranno essere motivati.

3) Allorché la persona di cui è domandata l'estradizione ha chiesto asilo politico nel territorio dello Stato richiesto, questo potrà soprassedere all'esame della domanda di estradizione fino al momento in cui le autorità competenti non avranno adottato una decisione definitiva sulla domanda di asilo.

La decisione sulla domanda di estradizione sarà in ogni caso adottata in un lasso di tempo non superiore ai quattro mesi a decorrere dalla data della ricezione della richiesta di estradizione.

ARTICOLO 10.

(*Consegna dell'individuo*).

La Parte Contraente richiedente riceverà la persona estranea nel luogo indicato entro un periodo massimo di quindici giorni a decorrere dalla data fissata; se ciò non avverrà la Parte Contraente richiesta rimetterà in libertà la persona di cui è stata chiesta la estradizione.

ARTICOLO 11.

(*Consegna rinviata o condizionata*).

1) Se sul territorio della Parte contraente richiesta è in corso, per un altro reato, un procedimento penale contro la parsona di cui è stata chiesta l'estradizione, oppure essa è stata condannata

per un altro reato, la Parte Contraente richiesta prenderà una decisione sull'estradizione ma rinvierà la consegna dell'individuo reclamato alla conclusione del procedimento, e all'esecuzione o all'estinzione della pena.

2) La persona di cui è stata chiesta l'estradizione potrà essere consegnata provvisoriamente anche nel caso menzionato al comma 1° alla Parte Contraente richiedente, nel caso in cui il rinvio della consegna comporti la prescrizione del reato o renda molto difficile l'inchiesta. La persona consegnata provvisoriamente alla Parte richiedente sarà subito riconsegnata alla Parte richiesta a conclusione dell'azione penale per la quale è stata consegnata e al più tardi entro tre mesi a partire dalla data della consegna. Per comune accordo tra le Parti questo termine può essere prorogato di un periodo non superiore ai tre mesi.

ARTICOLO 12.

(*Concorso di domanda di estradizione*).

Se l'estradizione della stessa persona è chiesta per lo stesso reato o per reati diversi da più di uno Stato, la Parte Contraente richiesta deciderà in merito all'estradizione tenendo conto di tutte le circostanze e soprattutto del grado di entità dei reati e del luogo in cui sono stati commessi, delle date rispettive delle domande, della nazionalità dell'individuo richiesto e della possibilità di un'ulteriore estradizione verso un altro Stato.

ARTICOLO 13.

(*Limiti alla chiamata in causa della persona estradata*).

1) L'individuo consegnato alla Parte richiedente non sarà perseguito, né giudicato, né detenuto in vista dell'esecuzione di una pena, né sottoposto a qualsiasi altra limitazione della sua libertà individuale, né estradato verso uno Stato terzo per un reato qualsiasi anteriore alla sua consegna che sia diverso da quello motivante l'estradizione, senza il consenso della Parte richiesta. A questo effetto dovrà essere presentata una domanda accompagnata dai documenti previsti all'articolo 6 e da un verbale dell'autorità giudiziaria che contenga le dichiarazioni della persona estradata. Tale consenso dovrà essere fornito allorché il reato per il quale è richiesto comporti esso stesso l'obbligo di estradizione in base alla presente Convenzione.

2) Il consenso della Parte Contraente richiesta non è necessario se:

a) la persona estradata non ha lasciato il territorio della parte richiedente entro un mese a decorrere dalla conclusione del procedimento penale o, nel caso la persona sia stata condannata,

entro un mese dalla sua definitiva scarcerazione; il lasso di tempo durante il quale la persona estradata non ha potuto lasciare, non per sua colpa, il territorio della Parte contraente richiedente non viene calcolato in questo termine;

b) la persona estradata ha lasciato il territorio della Parte richiedente ma vi è ritornata di sua volontà.

ARTICOLO 14.

(*Esclusione dell'applicazione della pena capitale*).

Se il reato che ha motivato la richiesta di estradizione è punibile con la pena capitale solo secondo la legislazione dello Stato richiedente, tale pena non sarà applicata e, se essa è già stata pronunziata, non sarà eseguita.

ARTICOLO 15.

(*Informazione sul risultato del procedimento penale*).

La Parte richiedente dovrà informare la Parte richiesta del risultato del procedimento penale celebrato nei confronti della persona estradata. Se sara stata emessa una sentenza definitiva contro la persona estradata, dovrà esserne inviata copia all'altra Parte Contraente. Questo obbligo riguarda anche i casi indicati all'articolo 13.

ARTICOLO 16.

(*Consegna di oggetti*).

1) Nel corso della procedura di estradizione, su richiesta della Parte richiedente, la Parte richiesta consegnerà, nella misura consentita dalla propria legislazione:

a) gli oggetti che possono servire come prova contro la persona di cui è stata chiesta l'estradizione;

b) tutti gli oggetti trovati in possesso della persona di cui è stata chiesta l'estradizione e di cui tale persona sia entrata in possesso a seguito del reato motivante l'estradizione o che essa abbia acquisito come controvalore o come prezzo del reato commesso.

2) Gli oggetti menzionati al comma 1 saranno consegnati alla Parte Contraente richiedente al momento della consegna della persona estradata o, nel caso in cui ciò non sia possibile, successivamente. La Parte Contraente richiesta potrà trattenere provvisoriamente tali oggetti se essi sono assolutamente necessari per lo svolgimento di un altro procedimento penale.

3) Il diritto dei terzi sugli oggetti consegnati rimane inalterato. Tali oggetti saranno restituiti dopo la conclusione del procedimento penale alla Parte Contraente richiesta affinché essa li consegni agli aventi diritto residenti sul suo territorio. Se non è possibile identificare la persona avente diritto a tali oggetti, essi saranno consegnati alla Parte Contraente richiesta senza corrispettivo.

4) Gli oggetti saranno consegnati anche se l'estradizione non può aver luogo a seguito dell'evasione o del decesso dell'individuo per cui è richiesta o per qualsiasi altro motivo.

ARTICOLO 17.

(*Estradizione in transito*).

1) Le Parti Contraenti trasferiranno sul proprio territorio le persone estradate da uno Stato terzo verso l'altra Parte Contraente su richiesta di quest'ultima. Non vi è obbligo di estradizione in transito se in virtù della presente Convenzione l'estradizione non è obbligatoria.

2) La domanda di estradizione in transito sarà presentata e accompagnata da allegati come la domanda di cui all'articolo 6.

3) Le Parti Contraenti si accorderanno per ogni singolo caso sulle modalità di estradizione in transito, sul suo tragitto e sulle altre condizioni.

4) Nel caso in cui venga utilizzata la via aerea occorrerà applicare le seguenti disposizioni:

a) allorché non è previsto un atterraggio, la Parte richiedente avvertirà la Parte della quale sorvolerà il territorio e attesterà la esistenza di uno dei documenti previsti ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 6. Nel caso di atterraggio fortuito, questa notifica produrrà gli effetti della richiesta di arresto provvisorio previsto all'articolo 8 e la Parte richiedente formulerà una regolare domanda di transito;

b) allorché è previsto un atterraggio la Parte richiedente formulerà una regolare domanda di transito, conformemente alle disposizioni del primo comma del presente articolo.

ARTICOLO 18.

(*Modalità di comunicazione*).

Le domande di estradizione, di consegna provvisoria e di estradizione per via di transito saranno presentate per via diplomatica.

ARTICOLO 19.

(*Spese*).

Le spese di estradizione saranno a carico della Parte Contraente sul territorio della quale si sono verificate, mentre le spese di estradizione in transito saranno a carico della Parte Contraente richiedente.

ARTICOLO 20.

(*Rapporti con altri accordi internazionali*).

Le disposizioni della presente sezione non inficiano gli accordi internazionali che regolano l'estradizione in materie particolari e di cui i due Stati contraenti sono Parti.

ARTICOLO 21.

(*Limiti temporali*).

Le disposizioni della presente sezione sono applicabili ai reati commessi posteriormente alla data dell'entrata in vigore della presente Convenzione.

SEZIONE II

ASSISTENZA GIUDIZIARIA IN MATERIA PENALE

ARTICOLO 22

(*Obbligo di assistenza giudiziaria*).

Le Autorità giudiziarie delle Parti contraenti si presteranno assistenza reciproca in materia penale.

ARTICOLO 23.

(*Oggetto dell'assistenza giudiziaria*).

L'assistenza giudiziaria riguarda l'esecuzione di atti della procedura e in particolare la notifica degli atti, l'audizione dei testimoni e degli esperti e l'invio di prove materiali e di documenti.

ARTICOLO 24.

(*Trasmissione delle richieste di collaborazione giudiziaria*).

Le autorità giudiziarie delle Parti contraenti trasmetteranno le proprie richieste di assistenza giudiziaria - purché la presente Convenzione non contenga altre disposiizoni - per una Parte tramite

il Ministero della Giustizia della Repubblica Italiana, per l'altra Parte tramite il Ministero della Giustizia o il Procuratore Generale della Repubblica Popolare Ungherese.

ARTICOLO 25.

(*Richiesta di assistenza giudiziaria*).

1) La rogatoria deve contenere:

a) l'indicazione della materia alla quale la rogatoria si riferisce;

b) il nome, l'occupazione, il domicilio o la residenza dell'interessato;

c) i dati necessari relativi all'oggetto della rogatoria; per richieste di notifica l'indirizzo del destinatario e la natura degli atti da notificare; per rogatorie di assistenza giudiziaria le circostanze in virtù delle quali una prova deve essere assunta e, nel caso, anche le domande da rivolgere alle persone da interrogare.

2) La rogatoria per notifica o per altra assistenza giudiziaria sarà redatta nella lingua della presente Convenzione o accompagnata da una traduzione in questa lingua autenticata dalle autorità della Parte richiedente.

ARTICOLO 26.

(*Esecuzione delle richieste di assistenza giudiziaria*).

1) Il Tribunale richiesto darà esecuzione alla richiesta di assistenza giudiziaria secondo la legislazione del suo Stato e potrà applicare nel corso della esecuzione, se necessario, gli stessi mezzi di coercizione previsti da questa legislazione.

2) Il Tribunale richiesto, su domanda dell'autorità richiedente, può procedere anche seguendo la procedura speciale richiesta da quest'ultima se ciò non è contrario ai princìpi generali della legislazione dello Stato del Tribunale richiesto.

3) Su richiesta del Tribunale richiedente il Tribunale richiesto informerà direttamente, in tempo utile, il Tribunale richiedente del luogo e del momento della esecuzione dell'assistenza giudiziaria.

ARTICOLO 27.

(*Notifica di atti e di documenti*).

1) Se il documento da notificare è stato redatto nella lingua del Tribunale richiesto oppure ne è stata allegata una traduzione in questa lingua, il Tribunale richiesto eseguirà la notifica applicando le proprie norme giuridiche.

2) Ad eccezione dei casi indicati al comma 1, il documento dovrà essere notificato al destinatario solo nel caso in cui egli lo accetti volontariamente.

3) La traduzione menzionata al comma 1 deve essere effettuata da un organo autorizzato o da un traduttore giurato di una delle Parti Contraenti.

4) Il Tribunale richiesto può eseguire la notifica, su richiesta del Tribunale richiedente, anche secondo la procedura speciale desiderata da quest'ultimo, se questa non è contraria ai princìpi generali della legislazione dello Stato del Tribunale richiesto.

ARTICOLO 28.

(Mancanza di indirizzo o di competenza).

1) Allorché l'indirizzo della persona da interrogare o alla quale il documento deve essere notificato non è indicato in maniera precisa o è sbagliato, il tribunale richiesto accerterà, se possibile, l'indirizzo esatto.

2) Se il Tribunale richiesto non ha competenza ad eseguire la rogatoria, dovrà trasmettere la lettera contenente la rogatoria al Tribunale competente se quest'ultimo si trova nel Paese. Il Tribunale richiesto ne informerà direttamente il tribunale richiedente.

ARTICOLO 29.

(Attestato di notifica).

L'attestazione di notifica si farà per mezzo di una ricevuta datata corredata della firma della persona che ha effettuato la notifica e del destinatario nonché del sigillo del tribunale autorizzato ad eseguire la notifica oppure da una certificazione del suddetto tribunale che indichi il luogo, le modalità e la data della notifica.

ARTICOLO 30.

(Impossibilità di esecuzione).

Se non è possibile dare esecuzione alla rogatoria di notifica o di assistenza giudiziaria, gli atti dovranno essere restituiti alla Parte richiedente indicando i motivi per i quali non è stato possibile soddisfare la rogatoria o sulla base dei quali l'esecuzione è stata rifiutata.

ARTICOLO 31.

(Rifiuto di assistenza giudiziaria).

L'assistenza giudiziaria potrà essere rifiutata:

a) se la richiesta si riferisce a reati considerati dalla Parte richiesta reati politici, oppure reati connessi a reati politici, oppure

reati fiscali, militari, valutari, doganali o previsti dalla legislazione sulla stampa o comunque non costituenti reati comuni;

b) se la Parte richiesta ritiene che l'esecuzione della richiesta sia suscettibile di pregiudicare la sovranità, la sicurezza e l'ordine pubblico od altri interessi fondamentali del proprio Paese.

ARTICOLO 32.

(*Protezione dei testimoni e degli esperti*).

1) Non può essere instaurato un procedimento penale ne può essere effettuato un arresto nei confronti di un testimone o di un esperto che, indipendentemente dalla sua nazionalità, si sia presentato volontariamente, dietro citazione del tribunale della Parte richiesta, davanti al tribunale della Parte Contraente richiedente, né per il reato che motiva il procedimento penale, né per altro reato commesso prima di passare la frontiera della Parte Contraente richiedente e, contro tale testimone o esperto, la condanna pronunciata sul territorio della Parte Contraente richiedente non può essere eseguita.

2) La protezione indicata al comma 1 cessa se il testimone o perito non ha lasciato, pur avendo la possibilità di farlo, il territorio della Parte Contraente richiedente entro 15 giorni a decorrere dalla data in cui il Tribunale l'ha informato che la sua presenza non era più necessaria.

3) Le spese della comparizione personale del testimonio o del perito sono a carico della Parte Contraente richiedente. Nella rogatoria di notifica della citazione sarà indicato l'ammontare da versare al testimone o perito per le spese sostenute in relazione al viaggio ed al soggiorno all'estero; sarà indicato inoltre l'ammontare versato a titolo di anticipo.

4) I testimoni possono chiedere il rimborso del loro mancato guadagno ed i periti un onorario per la perizia.

ARTICOLO 33.

(*Comparizione di persone detenute*).

1) Se si rende necessario che un Tribunale di una delle Parti Contraenti ascolti come testimone o esperto una persona in stato di detenzione sul territorio dell'altra Parte Contraente o che stia scontando in tale Paese una pena limitativa della libertà, quest'ultima Parte può, su richiesta presentata per via diplomatica, consegnare provvisoriamente per il suo esame tale persona, purché essa sia consenziente.

2) La persona consegnata resterà in stato di detenzione e sarà immediatamente tradotta in carcere dopo l'esame. In questo caso tale persona ha diritto anche alla protezione menzionata all'articolo 32, comma 1.

3) Alle condizioni menzionate ai commi 1 e 2, nonché all'articolo 32 comma 1, può essere consentito anche il transito di persona detenuta in uno Stato terzo o che stia scontando in esso una pena limitativa della libertà.

ARTICOLO 34.

(Comunicazione di estratti del casellario giudiziario).

1) Le Parti Contraenti si inviano reciprocamente su richiesta, per via diplomatica, e nella misura in cui le rispettive autorità giudiziarie potrebbero a loro volta ottenerli in analogo caso, gli estratti del casellario giudiziario relativi ai cittadini dell'altra Parte o a persone residenti sul territorio di questa Parte, per esigenze di carattere penale.

2) La Parte Contraente richiesta può rifiutarsi di soddisfare la richiesta se questa si riferisce ad un proprio cittadino.

ARTICOLO 35.

(Spese).

1) Le spese risultanti dall'esecuzione dell'assistenza giudiziaria in materia penale sono a carico della Parte Contraente sul territorio della quale esse si sono verificate.

2) Le spese risultanti dal trasferimento provvisorio di una persona in stato di detenzione sul territorio della Parte Contraente richiesta sono a carico della Parte Contraente richiedente.

ARTICOLO 36.

(Presa a carico del procedimento penale).

Nel caso in cui un cittadino di uno degli Stati Contraenti abbia commesso sul territorio dell'altro Stato Contraente un reato punibile giudizialmente in entrambi gli Stati Contraenti, lo Stato in cui il reato è stato commesso potrà, attraverso le vie previste all'articolo 24, richiedere all'altro Stato Contraente di farsi carico del relativo procedimento penale.

ARTICOLO 37.

(Obbligo della presa a carico del procedimento).

1) La Parte richiesta si impegna, nella misura in cui essa è competente a giudicarle, a far perseguire dalle proprie autorità giudiziarie le persone che abbiano commesso i reati previsti all'articolo presedente.

2) Nel giudizio sui reati contro la sicurezza della circolazione stradale ci si baserà sulle norme della circolazione stradale in vigore nel territorio in cui è stata commessa l'infrazione, per valutare gli elementi di fatto che costituiscono il reato; in questo caso la richiesta dovrà essere inviata dalla Parte richiedente prima della scadenza di 60 giorni a decorrere dalla data in cui il reato è stato commesso o, secondo i casi, dalla data della scoperta dell'autore dell'infrazione.

ARTICOLO 38.

(*Richiesta di assunzione del procedimento*).

La richiesta di assunzione del procedimento penale dovrà contenere una esposizione sommaria dei fatti a cui occorre allegare:

a) l'incartamento originale o la copia o la fotocopia autenticate di esso nonché gli oggetti che possono servire come prove;

b) a titolo di informazione le norme della legislazione in vigore nello Stato richiedente applicabili al reato commesso;

c) inoltre, nel caso di reati contro la sicurezza della circolazione stradale, le norme della circolazione stradale necessarie alla valutazione del reato.

ARTICOLO 39.

(*Informazione sul risultato del procedimento penale*).

1) Lo Stato richiesto informerà lo Stato richiedente, per le vie previste all'articolo 24 delle disposizioni adottate a seguito della richiesta nonché del risultato del procedimento penale, e, se è il caso, vi allegherà l'originale dell'atto giudiziale, la sua copia o fotocopia autenticata della sentenza definitiva.

2) Gli eventuali diritti dello Stato richiesto o di una terza persona sugli oggetti consegnati rimarranno inalterati. Gli atti e gli oggetti consegnati saranno restituiti nel più breve tempo possibile.

ARTICOLO 40.

(*Interruzione della prescrizione*).

La richiesta di assunzione del procedimento penale interrompe la prescrizione nello Stato richiesto. La prescrizione si interromperà nel momento in cui la richiesta di assunzione del procedimento penale sarà stata inviata allo Stato richiesto.

SEZIONE III

DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 41.

La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati a Roma non appena possibile.

ARTICOLO 42.

1) La presente Convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo lo scambio degli strumenti di ratifica e cesserà di essere in vigore un anno dopo il giorno in cui una delle Parti Contraenti l'avrà denunciata.

2) Contestualmente all'entrata in vigore della presente Convenzione cesserà di essere in vigore la Convenzione conclusa a Torino il 27 febbraio 1869 in materia di estrazione reciproca di colpevoli di reati comuni, così come la Convenzione conclusa a Vienna il 6 dicembre 1882 relativa all'estradizione per via di transito di colpevoli di reati comuni estradati da altri Stati.

IN FEDE DI CHE i Plenipotenziari hanno apposto le proprie firme e i propri sigilli alla presente Convenzione.

FATTO a Budapest il 26 maggio 1977 in due esemplari, entrambi in lingua francese.

In nome della Repubblica Italiana

FRANCESCO PAOLO BONIFACIO

In nome della Repubblica Ungherese

KOROM MIHALY

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

LEGGE 23 luglio 1980, n. **512.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione di assistenza giudiziaria in materia civile tra la Repubblica italiana e la Repubblica popolare ungherese, firmata a Budapest il 26 maggio 1977.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione di assistenza giudiziaria in materia civile tra la Repubblica italiana e la Repubblica popolare ungherese, firmata a Budapest il 26 maggio 1977.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 24 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 23 luglio 1980

PERTINI

COSSIGA — COLOMBO — MORLINO

Visto, *il Guardasigilli:* MORLINO

CONVENTION

sur l'entraide judiciaire en matiere civile

entre

la Rèpublique Italienne

et la Rèpublique Populaire Hongroise

Le Président de la République Italienne et le Conseil présidentiel de la République Populaire Hongroise, désirant régler entre les deux Etats l'entraide judiciaire en matières civile, commerciale et de droit de famille, ont convenu de conclure à ce sujet une convention et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires:

Le Président de la République Italienne

S. E. Francesco Paolo BONIFACIO, Ministre de la Justice,

le Conseil présidentiel de la République Popolaire Hongroise

S. E. Mikali KOROM, Ministre de la Justice

lesquels, ayant echangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

Article 1.

(Libre accès aux Tribunaux).

/1/Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie du même traitement que les nationaux en matière judiciaire, civile, commerciale et de droit de famille. Dans ce but ils auront libre et facile accès auprès des tribunaux et ils pourront ester en justice aux mêmes conditions et dans les mêmes formes que les nationaux.

/2/ Il ne pourra être imposé aux ressortissants de chacune des Parties Contractantes, ayant leur domicile ou leur résidence habituelle dans le territoire de l'une des dites Parties, ni caution, ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, à raisons soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le Pays.

/3/ Les dispositions précédentes s'appliquent aussi aux personnes morales constituées selon les lois d'une des Parties Contractantes et dont le siège se trouve sur le territoire de cette dernière.

Article 2.

(Définitions).

Pour « tribunaux » aux sens de la présente Convention, on entend toute autorité, quelle que soit sa dénomination, competente en matières civile, commerciale et de droit de famille.

Article 3.

(Objet de l'entraide judiciaire).

/1/ Les tribunaux des Parties Contractantes se prêteront une entraide judiciaire dans les matières visées par la présente Convention.

/2/ L'entraide judiciaire porte sur l'exécution d'actes de procédure, ainsi, particulièrement, sur la signification de pièces, l'audition des témoins et d'experts et l'envoi de preuves matérielles et de pièces.

Article 4.

(Refus d'entraide judiciaire).

/1/ Le tribunal requis pourra refuser d'exécuter une demande d'entraide judiciaire si, d'après la loi de son pays, celle-ci n'est pas de sa compétence, si elle est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité ou si elle est contraire aux principes généraux de la législation de l'Etat où elle doit avoir lieu.

/2/ Le refus n'est pas admis pour la seule considération que l'action en justice est fondée sur des principes de droit inconnus par la législation de la Partie requise.

Article 5.

(Transmission des demandes d'entraide judiciaire).

Les tribunaux des Parties Contractantes transmettront leurs demandes d'entraide judiciaire par la voie de leurs Ministères de la Justice.

Article 6.

(Transmission des pièces judiciaires et extra-judiciaires).

/1/ Les pièces judiciaires et extra-judiciaires, destinées à des personnes résidant sur le territoire de l'une des Parties Contractantes seront transmises par la voie visée à l'article précédent.

/2/ Les dispositions du présent article n'excluent pas la faculté pour les Parties Contractantes de faire parvenir directement, par le canal de leurs représentants diplomatiques ou consulaires, des pièces judiciaires destinées à leurs propres ressortissants, pourvu que ceux-ci ne soient pas en même temps ressortissants de l'autre Parties Contractante.

Article 7.

/1/ Les pièces judiciaires et extra-judiciaires devront être accompagnées d'un bordereau précisant, selon le cas:

a/ l'autorité de qui émane la pièce;

b/ la nature de la pièce à remettre;

c/ les noms et qualités des parties;

d/ le nom et adresse du destinataire.

/2/ Le bordereau sera rédigé dans la langue de la présente Convention ou sera accompagnée d'une traduction dans cette langue, certifiée conforme par les autorités de l'Etat requérant. Pour la traduction des pièces accompagnant le bordereau s'appliquent les dispositions de l'article 8.

Article 8.

(Signification des pièces).

/1/ Si la pièce à signifier a été rédigée dans la langue du tribunal requis ou une traduction dans cette langue y a été jointe, le tribunal requis éxécutera la signification en appliquant ses propres règles juridiques.

/2/ En dehors des cas indiqués à l'alinéa 1, la pièce ne devra être signifiée au destinataire que dans le cas où il l'accepte de son gré.

/3/ La traduction mentionnée à l'alinéa 1 doit être une traduction effectuée par un organe autorisé ou traducteur assermenté d'une des Parties Contractantes.

/4/ Le tribunal requis peut exécuter la signification sur demande du tribunal requérant, aussi selon le procédé spécial désiré par ce dernier, lorsque ce n'est pas contraire aux principes généraux de la législation de l'Etat du tribunal requis.

Article 9.

Lorsque l'adresse de la personne à intendre ou à laquelle la pièce doit être signifiée n'a pas été indiquée exactement ou a été incorrecte, le tribunal requis établira, si possible, l'adresse correcte.

Article 10.

La preuve de la signification se fera au moyen d'un récépissé daté, muni de la signature de la personne ayant fait la signification et du réceptionnaire, ainsi que du sceau du tribunal autorisé à exécuter la signification ou par un certificat du tribunal mentionné indiquant le lieu, la manière et la date de la signification.

Article 11.

La remise des pièces judiciaires et extra-judiciaires ne donnera lieu au remboursement d'aucun frais.

Article 12.

(Transmission et exécution des commissions rogatoires).

/1/ Les commissions rogatoires à exécuter sur le territoire de l'une des Parties Contractatnes, seront exécutées par les tribunaux.

/2/ Elles seront transmises par la voie visée à l'article 5.

/3/ Si le tribunal requis est incompétent, il transmettra d'office la commission rogatoire au tribunal compétent et en informera immédiatement le tribunal requérant.

/4/ Les dispositions du présent article n'excluent pas la faculté pour les Parties Contractantes de faire exécuter directement par leurs représentants diplomatiques ou consulaires, les commissions rogatoires relatives à l'audition de leurs ressortissants, pourvu que ceux-ci ne soient pas en même temp ressortissants de l'autre Partie Contractante.

Article 13.

Les commissions rogatoires devront être accompagnées d'une traduction dans la langue de la présente Convention, effectué par un organe autorisé ou un traducteur assermenté d'une des Parties Contractantes.

.Article 14.

/1/ Le tribunal requis, dans l'exécution des commissions rogatoires, applique la législation de son pays.

/2/ Toutefois, sur demande expresse du tribunal réquérant, le tribunal requis devra:

a/ exécuter la commission rogatoire selon les formes précisées par le tribunal requérant, si celles-ci ne sont pas contraires à la législation de son pays;

b/ informer, en temps utile, le tribunal requérant de la date et du lieu où il sera procédé à l'exécution de la commission rogatoire, afin que les parties intéréssées puissent y assister, dans le cadre de la législation de la Partie Contractante requise.

Article 15.

L'exécution des commission rogatoires ne donnera lieu au remboursement d'aucun frais, sauf en ce qui concerne les honoraires d'experts.

Article 16.

(Exécution de décisions rendues au sujet de frais).

/1/ Si la partie exempte, en vertu du paragraphe 2 de l'article premier, du dépôt d'une caution judicatum solvi a été obligée par une décision définitive et exécutoire à payer les frais de la procédure, les dispositions des articles 18 et 19 de la Convention relative à la procédure civile faite à La Haye le 1er Mars 1954 seront appliqués à l'exécution de cette décision sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

/2/ La demande d'exequatur devra être présentée au tribunal saisi en première instance, qui la transmettra, par la voie visée à l'article 5 de la présente Convention, au tribunal compétent de l'autre Partie Contractante.

Article 17.

(Assistance judiciaire gratuite).

/1/ L'admission au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite est reglée par les dispositions des articles 20 à 22 et 24 de la Convention relative à la procédure civile faite à La Haye le 1er Mars 1954.

/2/ Lorsque la partie demandant l'admission au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite ne se trouve pas dans le pays où l'assistance judiciaire gratuite devrait être octroyée, elle pourra aussi présenter sa demande au tribunal compétent selon son domicile ou sa résidence habituelle. Ce tribunal transmettra la demande par la voie visée à l'article 5 de la présente Convention au tribunal compétent de l'autre Partie Contractante.

Article 18.

(Exemption de légalisation).

Les actes établis dans la forme prescrite par l'autorité compétente d'une des Parties Contractantes dans sa juridiction ou les actes légalisés et munis d'un sceau officiel pour se servir de ces actes sur le territoire de l'autre Partie Contractante sont exempts de toute forme de légalisation diplomatique ou consulaire.

Article 19.

(Echange d'actes d'état civil).

/1/ Les Parties Contractantes s'enverront réciproquement, une fois par an, sans droits et taxes, les actes de l'état civil se rapportant à la naissance, au mariage et au décès des ressortissants de l'autre Partie Contractante.

/2/ Lorsque l'autorité de l'état civil d'une des Parties Contractantes inscrit ultérieurement ou rectifie au registre de l'état civil une donnée concernant l'état civil d'un ressortissant de l'autre Partie Contractante, l'acte contenant l'inscription ultérioure ou rectification devra aussi être envoyé à cette dernière.

/3/ Les Parties Contractantes s'envoient réciproquement une copie authentique des arrêts rendus par leurs tribunaux, concernant l'état civil des ressortissants de l'autre Partie Contractante.

Article 20.

Les autorités de l'état civil de chaque Partie Contractante enverront à l'autorité de l'autre Partie Contractante les actes de l'état

civil concernants leurs nationaux ou les ressortissants d'autres pays, établis sans droits et taxes, demandés pour un usage officiel. Le but de l'usage doit être dûment indiqué dans la demande.

Article 21.

L'envoi ou l'obtention des actes mentionnés aux articles 19 et 20 se fait par voie diplomatique ou consulaire, et il n'est pas nécessaire d'y joindre une traduction.

Article 22.

(Echange d'informations juridiques).

Les Ministères de la Justice des Parties Contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement, sur demande, tout renseignement juridique nécessaire à l'application de la présente Convention, ainsi que toute autre information sur les dispositions de loi en vigueur.

Article 23.

(Dispositions finales).

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Rome aussitôt que possible.

Article 24.

/1/ La présente Convention entrera en vigueur après 30 (trente) jours à compter de l'échange des instruments de ratification et perdra sa vigueur après une année à compter de la date à laquelle une des Parties Contractantes l'aura dénoncée.

/2/ A la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention cesseront d'avoir effet: la Convention faite à Rome le 6 avril 1922 sur la protection réciproque des ressortissants, ainsi que les Déclarations faites à Rome le 29 septembre 1883 et à Vienne le 16 octobre 1883 sur la communication réciproque des extraits de registre de l'état civil et des actes de naturalisation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont apposé leurs signatures et leurs sceaux à la présente Convention.

Fait à Budapest, le 26 Mai 1977, en double exemplaire en langue française.

Au nom de la République Italienne
FRANCESCO PAOLO BONIFACIO

Au nom de la République Populaire Hongroise
KOROM MIHALY

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

N.B. — TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE

sull'assistenza giudiziaria in materia civile

tra

la Repubblica Italiana

e la Repubblica Popolare Ungherese

Il Presidente della Repubblica Italiana e il Consiglio Presidenziale della Repubblica Popolare Ungherese, desiderando regolamentare tra i due Stati l'assistenza giudiziaria reciproca in materia civile, commerciale e di diritto di famiglia, hanno convenuto di concludere a tale proposito una Convenzione e hanno designato a tal fine come loro Plenipotenziari:

Il Presidente della Repubblica Italiana:

S. E. Francesco Paolo BONIFACIO, Ministro della Giustizia

Il Consiglio Presidenziale della Repubblica Popolare Ungherese:

S. E. Mikali KOROM, Ministro della Giustizia

i quali, dopo essersi scambiati i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto le disposizioni seguenti:

ART. 1.

(Libero accesso ai tribunali).

1) I cittadini di ciascuna delle Parti Contraenti godranno sul territorio dell'altra Parte dello stesso trattamento di cui godono i

nazionali in materia giudiziaria civile, commerciale e di diritto di famiglia. A tal fine essi potranno accedere liberamente e senza difficoltà ai tribunali e stare in giudizio alle stesse condizioni e con le stesse modalità dei nazionali.

2) Nessuna cauzione, o deposito, sotto qualsivoglia denominazione potranno essere imposti ai cittadini di ciascuna delle Parti Contraenti, aventi il proprio domicilio o la propria residenza abituale sul territorio di una delle suddette parti, o in ragione della loro qualità di stranieri o per difetto di domicilio o di residenza nel Paese.

3) Le disposizioni precedenti si applicano anche alle persone giuridiche costituite secondo le leggi di una delle Parti Contraenti e la cui sede si trovi sul territorio di detta Parte.

Art. 2.

(Definizioni).

Per « tribunali » ai sensi della presente Convenzione, si intendono tutte le autorità competenti in materia civile, commerciale e di diritto di famiglia, quale che sia la loro denominazione.

Art. 3.

(Oggetto dell'assistenza giudiziaria).

1) I tribunali delle Parti Contraenti si presteranno assistenza giudiziaria reciproca nelle materie di cui alla presente Convenzione.

2) L'assistenza giudiziaria reciproca riguarda l'esecuzione di atti procedurali e in particolare la notifica di documenti, l'audizione di testi e di consulenti e l'invio di prove materiali e di documenti.

Art. 4.

(Rifiuto di assistenza giudiziaria).

1) Il tribunale richiesto potrà rifiutarsi di eseguire una richiesta di assistenza giudiziaria se, in base alla legge del suo Paese, questa non è di sua competenza, o se essa è di natura tale da ledere la sovranità e sicurezza, oppure se è contraria ai principi generali della legislazione dello Stato in cui deve avere esecuzione.

2) Il rifiuto non è ammesso per la sola considerazione che l'azione in giudizio è fondata su principi di diritto sconosciuti alla legislazione della Parte richiesta.

ART. 5.

(Trasmissione di domande di assistenza giudiziaria).

I tribunali delle Parti Contraenti trasmetteranno le proprie domande di assistenza giudiziaria per il tramite dei rispettivi Ministeri della giustizia.

ART. 6.

(Trasmissione di atti giudiziari ed extra-giudiziari).

1) Gli atti giudiziari ed extra-giudiziari, destinati a persone residenti sul territorio di una delle Parti Contraenti saranno trasmessi per le vie di cui all'articolo precedente.

2) Le disposizioni del presente articolo non escludono la facoltà per le Parti Contraenti di fare pervenire direttamente, per il tramite dei propri rappresentanti diplomatici o consolari, gli atti giudiziari destinati ai propri cittadini purché questi non abbiano contemporaneamente la cittadinanza dell'altra Parte Contraente.

ART. 7.

1) Gli atti giudiziari ed extra-giudiziari dovranno essere accompagnati da una nota che precisi, a seconda dei casi:

a) l'autorità da cui emana l'atto;

b) la natura dell'atto da consegnare;

c) i nomi e le qualità delle parti;

d) il nome e l'indirizzo del destinatario.

2) La nota sarà redatta nella lingua della presente Convenzione o sarà accompagnata da una traduzione in questa lingua, certificata conforme dalle autorità dello Stato richiedente. In merito alla traduzione degli atti allegati alla nota si applicano le disposizioni dell'articolo 8.

ART. 8.

(Notifica degli atti).

1) Se l'atto da notificare è stato redatto nella lingua del tribunale richiesto o ad esso è stata allegata una traduzione in tale lingua, il tribunale richiesto eseguirà la notifica applicando le disposizioni al riguardo del proprio ordinamento.

2) Ad eccezione dei casi indicati al comma 1, l'atto dovrà essere notificato al destinatario solo nel caso in cui egli lo accetti volontariamente.

3) La traduzione di cui al comma 1 deve essere effettuata da un organismo autorizzato o da un traduttore giurato di una delle Parti Contraenti.

4) Il tribunale richiesto può, su domanda del tribunale richiedente eseguire la notifica anche secondo la procedura speciale desiderata da quest'ultimo, quando ciò non sia contrario ai principi generali della legislazione dello Stato del tribunale richiesto.

ART. 9.

Qualora l'indirizzo della persona da interrogare o alla quale l'atto deve essere notificato non è indicato in maniera precisa o sia inesatto, il tribunale richiesto accerterà, se possibile, l'indirizzo esatto.

ART. 10.

L'attestazione di notifica si farà per mezzo di una ricevuta datata, corredata dalla firma della persona che ha effettuato la notifica e del destinatario, nonché del timbro del tribunale autorizzato ad eseguire la notifica oppure da un certificato del suddetto tribunale che indichi il luogo, la modalità e la data della notifica.

ART. 11.

La consegna degli atti giudiziari ed extra-giudiziari non darà luogo a rimborso di alcuna spesa.

ART. 12.

(Trasmissione ed esecuzione delle commissioni rogatorie).

1) Le commissioni rogatorie da eseguirsi sul territorio di una delle Parti Contraenti, saranno eseguite dai tribunali.

2) Esse saranno trasmesse per la via di cui all'articolo 5.

3) Ove il tribunale richiesto sia incompetente, esso trasmetterà d'ufficio la commissione rogatoria al tribunale competente e ne informerà immediatamente il tribunale richiedente.

4) Le disposizioni del presente articolo non escludono la facoltà per le Parti Contraenti di fare eseguire direttamente dai loro rappresentanti diplomatici o consolari, le commissioni rogatorie relative all'audizione dei propri cittadini, purché questi ultimi non siano al tempo stesso cittadini dell'altra Parte Contraente.

ART. 13.

Le commissioni rogatorie dovranno essere accompagnate da una traduzione nella lingua della presente Convenzione, effettuata da un organo autorizzato o da un traduttore giurato di una delle Parti Contraenti.

ART. 14.

1) Il tribunale richiesto, nella esecuzione delle commissioni rogatorie, applica le leggi del proprio Paese.

2) Tuttavia, su espressa richiesta del tribunale richiedente, il tribunale richiesto dovrà:

a) eseguire la commissione rogatoria secondo le forme precisate dal tribunale richiedente, se queste non sono contrarie alla legislazione del suo paese;

b) informare, in tempo utile, il tribunale richiedente della data e del luogo in cui si procederà all'esecuzione della commissione rogatoria, affinché le parti interessate possano assistervi, compatibilmente con le leggi della Parte Contraente.

ART. 15.

L'esecuzione delle commissioni rogatorie non darà luogo al rimborso di alcuna spesa, tranne per quanto attiene agli onorari di consulenti.

ART. 16.

(Esecuzione di decisioni adottate per quanto concerne le spese).

1) Ove la parte esonerata, in virtù del paragrafo 2 dell'articolo primo, dal deposito di una cauzione *judicatum solvi* sia stata obbligata da una decisione definitiva ed esecutiva a pagare le spese processuali, si applicheranno all'esecuzione di tale decisione, sul territorio dell'altra Parte Contraente, le disposizioni degli articoli 18 e 19 della Convenzione sulla procedura civile, fatta all'Aja il 1° marzo 1954.

2) La domanda di *exequatur* dovrà essere presentata al tribunale adito in prima istanza, che la trasmetterà per la via prevista dall'articolo 5 della presente Convenzione, al tribunale competente dell'altra Parte Contraente.

ART. 17.

(Assistenza giudiziaria gratuita).

1) L'ammissione al beneficio dell'assistenza giudiziaria gratuita è regolata dalle disposizioni degli articoli 20, 21, 22 e 24 della Convenzione relativa alla procedura civile, fatta all'Aja il 1° marzo 1954.

2) Quando la parte che richiede l'ammissione al beneficio della assistenza giudiziaria gratuita non si trova nel paese in cui l'assistenza giudiziaria gratuita dovrebbe essere concessa, essa potrà anche presentare la propria domanda al tribunale che sarebbe competente in base al proprio domicilio o residenza abituale. Tale tribunale trasmetterà la domanda, per la via di cui all'articolo 5 della presente Convenzione, al tribunale competente dell'altra Parte Contraente.

ART. 18.

(Esecuzione della legalizzazione).

Gli atti redatti nella forma prescritta dall'autorità competente di una delle Parti Contraenti nella propria giurisdizione o gli atti legalizzati e muniti di un timbro ufficiale per essere utilizzati sul territorio dell'altra Parte Contraente, sono esenti da ogni forma di legalizzazione diplomatica o consolare.

ART. 19.

(Scambio di atti di stato civile).

1) Le Parti Contraenti si invieranno reciprocamente, una volta all'anno, senza pagamento di diritti o tasse, gli atti di stato civile relativi alla nascita, al matrimonio o al decesso dei cittadini dell'altra Parte Contraente.

2) Quando l'autorità di stato civile di una delle Parti Contraenti iscrive successivamente o rettifica nel registro dello stato civile un

dato concernente lo stato civile di un cittadino dell'altra Parte Contraente, l'atto contenente l'iscrizione successiva o la rettifica dovrà essere inviato anch'esso a quest'ultima.

ART. 20.

Le autorità di stato civile di ciascuna Parte Contraente invieranno all'autorità dell'altra Parte Contraente gli atti di stato civile concernenti i propri cittadini o i cittadini di altri Paesi, redatti senza pagamento di diritti e tasse, richiesti per uso ufficiale. Il motivo dell'uso deve essere debitamente indicato nella domanda.

ART. 21.

L'invio o la ricezione degli atti citati negli articoli 19 e 20 avviene per via diplomatica o consolare, senza che necessiti allegare una traduzione.

ART. 22.

(Scambio di informazioni giuridiche).

I Ministeri della giustizia della Parti Contraenti si impegnano a comunicarsi reciprocamente, su domanda, ogni informazione giuridica necessaria all'applicazione della presente Convenzione, nonché ogni altra informazione sulle disposizioni di legge in vigore.

ART. 23.

(Disposizioni finali).

La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica verranno scambiati a Roma il più presto possibile.

ART. 24.

1) La presente Convenzione entrerà in vigore dopo 30 (trenta) giorni dallo scambio degli strumenti di ratifica e cesserà di avere vigore dopo un anno a partire dalla data in cui una delle Parti Contraenti l'avrà denunciata.

2) Alla data di entrata in vigore della presente Convenzione cesseranno di aver vigore: la Convenzione fatta a Roma il 6 aprile

1922 sulla protezione reciproca dei cittadini nonché le Dichiarazioni fatte a Roma il 29 settembre 1883 e a Vienna il 16 ottobre 1883 sulla comunicazione reciproca degli estratti dal registro di stato civile e degli atti di naturalizzazione.

In fede di che i Plenipotenziari hanno apposto le loro firme e i loro sigilli alla presente Convenzione.

Fatto a Budapest, il 26 maggio 1977, in duplice esemplare in lingua francese.

In nome
della Repubblica Italiana

FRANCESCO PAOLO BONIFACIO

In nome
della Repubblica Popolare
Ungherese

KOROM MIHALY

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

LEGGE 23 luglio 1980, n. **513.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione fra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica del Venezuela per evitare le doppie imposizioni sui redditi derivanti dall'esercizio della navigazione aerea, firmata a Caracas il 3 marzo 1978.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione fra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica del Venezuela per evitare le doppie imposizioni sui redditi derivanti dall'esercizio della navigazione aerea, firmata a Caracas il 3 marzo 1978.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 4 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 23 luglio 1980

PERTINI

COSSIGA — COLOMBO — REVIGLIO — FORMICA

Visto, *il Guardasigilli:* MORLINO

CONVENZIONE

fra il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo della Repubblica del Venezuela per evitare doppie imposizioni sui redditi derivanti dall'esercizio della navigazione aerea

Il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo della Repubblica del Venezuela, al fine di evitare la doppia imposizione sul reddito derivante dall'esercizio della navigazione aerea in traffico internazionale;

dopo aver esaminato ed accertato la reciprocità di trattamento delle imprese di navigazione aerea delle due Parti Contraenti;

dopo aver valutato i risultati economici dell'esercizio di tali attività nel territorio delle due Parti Contraenti; e

dopo aver accertato l'esistenza di un sufficiente equilibrio delle operazioni sopraindicate,

hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

1. — L'espressione « esercizio della navigazione aerea » designa l'attività professionale di trasporto per via aerea di persone, animali, merci e posta, svolta da proprietari, conduttori, noleggiatori ed esercenti di aeromobili, compresa la vendita di biglietti di passaggio e simili documenti nonché ogni altra attività direttamente connessa con tale trasporto.

2. — L'espressione « traffico internazionale » designa ogni attività di trasporto effettuato per mezzo di un aeromobile da una impresa italiana o venezuelana ad eccezione del caso in cui l'aeromobile sia utilizzato esclusivamente fra località situate nel territorio della Repubblica italiana o della Repubblica del Venezuela.

3. — L'espressione « imprese italiane » designa le imprese di Stato italiane, gli enti pubblici italiani, sia a carattere nazionale che locale, e le persone fisiche residenti a tutti gli effetti fiscali in Italia e non residenti in Venezuela, nonché le società di capitali o di persone costituite conformemente alle leggi italiane ed aventi la sede della direzione effettiva nel territorio italiano.

4. — L'espressione « imprese venezuelane » designa le imprese di Stato venezuelane, gli enti pubblici venezuelani, sia a carattere nazionale che locale, e le persone fisiche residenti a tutti gli effetti fiscali in Venezuela e non residenti in Italia nonché le società di capitali o di persone costituite conformemente alle leggi venezuelane e aventi la sede della direzione effettiva nel territorio venezuelano.

5. — Le imprese italiane e venezuelane indicate nei precedenti paragrafi 3 e 4 sono quelle designate a norma dell'Accordo sui trasporti aerei concluso tra la Repubblica Italiana e la Repubblica del Venezuela, firmato a Caracas il 4 luglio 1962.

6. — L'espressione « Autorità competenti » designa, per quanto riguarda l'Italia, il Ministero delle Finanze, e per quanto riguarda il Venezuela, la Direzione generale dei tributi o l'Ufficio che ne faccia le veci del Ministero delle Finanze.

ARTICOLO 2.

1. — Il Governo della Repubblica Italiana si impegna ad esentare i redditi provenienti dall'esercizio della navigazione aerea in traffico internazionale effettuato da imprese venezuelane esercenti tale attività dalle imposte sui redditi, fatta eccezione per le imposte sui redditi a carattere locale.

2. — Il Governo della Repubblica del Venezuela si impegna ad esentare i redditi provenienti dall'esercizio della navigazione aerea in traffico internazionale effettuato da imprese italiane esercenti tale attività dalle imposte sui redditi, fatta eccezione per le imposte sui redditi a carattere locale.

3. — L'esenzione fiscale stabilita nei precedenti paragrafi 1 e 2 si applica anche a favore delle imprese italiane e delle imprese venezuelane di navigazione aerea che partecipano a servizi in *pool*, ad esercizi in comune di trasporto aereo e ad altri organismi internazionali di esercizio, limitatamente al reddito di dette imprese.

ARTICOLO 3.

Le Autorità competenti delle Parti Contraenti potranno compiere consultazioni, quando lo ritengano utile, al fine di assicurare la reciproca applicazione e l'osservanza dei princìpi e delle disposizioni della presente Convenzione. Tale consultazione potrà essere richiesta da ciascuna delle Parti Contraenti e dovrà svolgersi entro sessanta (60) giorni a partire dalla data della richiesta.

ARTICOLO 4.

La presente Convenzione entrerà in vigore alla data dell'ultima notifica, che le Parti Contraenti si scambieranno per via diplomatica, di aver adempiuto ai rispettivi adempimenti costituzionali previsti a tal fine. Le Parti Contraenti adotteranno le misure necessarie perché le esenzioni previste dalla presente Convenzione si estendano ai proventi derivanti dall'esercizio della navigazione aerea a partire dall'esercizio fiscale in corso alla data di applicazione dei decreti del Presidente della Repubblica Italiana del 29 settembre 1973 e del decreto n. 330 del 13 agosto 1974 del Presidente della Repubblica del Venezuela concernenti le imposte sul reddito.

ARTICOLO 5.

Le controversie frà le parti Contraenti relative all'interpretazione o all'esecuzione della presente Convenzione saranno risolte per via diplomatica.

ARTICOLO 6.

La presente Convenzione resterà in vigore a tempo indeterminato ma potrà essere denunciata da ciascuna delle due Parti mediante preavviso di sei mesi per via diplomatica; in tal caso la Convenzione cesserà di avere effetto dal 1° gennaio dell'anno successivo a quello di scadenza del preavviso.

Fatta in duplice esemplare a Caracas il tre marzo millenovecentosettantotto nelle lingue italiana e spagnola, entrambi i testi facenti egualmente fede.

Per il Governo della Repubblica italiana

GUGLIELMO FOLCHI

Ambasciatore della Repubblica Italiana

Per il Governo della Repubblica del Venezuela

SIMÓN ALBERTO CONSALVI

Ministro degli Affari esteri

Visto, *il Ministro degli affari esteri*

ERNESTO LUPO, *d*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(c.m. 41120080

L. 1.800